

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1231

14 juin 2010

SOMMAIRE

Aberdeen Property Nordic Finance Denmark S.à r.l.	59072	LYXOR Equity Fund	59085
Aberdeen Property Nordic Finance Finland S.à r.l.	59074	LYXOR Selection Fund	59085
Aberdeen Property Nordic Finance Norway S.à r.l.	59075	MENA Joint Investment Fund S.C.A., SI-CAV-SIF	59050
Aberdeen Property Nordic Finance Sweden S.à r.l.	59077	MHC Luxembourg S. à r.l.	59088
Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg)	59049	Mood Inv. S.A.	59088
Allianz ROSNO Investment Strategies ...	59048	M & P Developpment S.à r.l.	59088
BL	59043	Orco Property Group	59088
Chartinvest S.A.	59043	Pelham Crescent. S.A.	59088
DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.	59079	Raiffeisen Schweiz (Luxembourg) Fonds ..	59047
DWM Umbrella Fund	59085	Rovere Sicav	59044
EuroSwitch World Profile StarLux OP ...	59085	Sarasin Multi Label Sicav	59047
Historic & Trophy Buildings Fund	59074	Sarasin Multi Label Sicav	59042
Investment Solutions	59042	Securitas S.A.	59087
Loren S.A.	59049	SGAM SIF	59083
Lumedia Europe S.A.	59043	Songol S.à r.l.	59087
		Sun Flare S.A.	59079
		Tigoni Holding S.A.	59042
		T-I Holdings S.à r.l.	59088
		UBS Global Solutions	59046

Investment Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 87.158.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 5 juillet 2010 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2009.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010067934/1267/16.

Tigoni Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 32.924.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 7 juillet 2010 à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2009.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010067936/1267/15.

Sarasin Multi Label Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 76.310.

Die Aktionäre der Sarasin Multi Label SICAV werden hiermit eingeladen, an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, die am 25. Juni 2010 um 11.00 Uhr am Sitz der RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette abgehalten wird.

Tagesordnung:

1. Berichte
 - a) des Verwaltungsrats
 - b) der Revisionsgesellschaft
2. Genehmigung der Vermögensaufstellung sowie der Veränderungen des Reinvermögens für den Zeitraum bis zum 31. März 2010
3. Entlastung des Verwaltungsrats für seine Tätigkeit im Geschäftsjahr endend zum 31. März 2010
4. Wahl des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung in 2011
5. Verwendung des Reingewinns
6. Wahl / Bestätigung des Verwaltungsrates
7. Entschädigung eines Mitgliedes des Verwaltungsrates
8. Verschiedenes

Beschlüsse der Versammlung erfordern kein Quorum und werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Luxembourg, im Juni 2010.
SARASIN MULTI LABEL SICAV
Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2010062125/755/27.

Chartinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 87.859.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 1^{er} juillet 2010 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2009.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010067939/1267/15.

Lumedia Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 78.209.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social le lundi 28 juin 2010 à 17.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010057115/8473/15.

BL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 45.243.

L'Assemblée du 27 mai 2010 n'ayant pas atteint le quorum de présence requis, le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav BL à la

SECONDE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 30 juin 2010 à 11.00 heures au siège social de la SICAV, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Modification de l'article 28 des statuts de la SICAV afin de prévoir, que l'année sociale commence le 1^{er} octobre de chaque année et se termine le 30 septembre. Pour l'exercice 2010, un rapport intermédiaire non audité sera établi au 30 juin 2010 et un rapport annuel audité sera dressé pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2010.
- Révision générale des statuts.

L'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix exprimées. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV ainsi qu'une copie du projet des statuts.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant ladite Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins

cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax : +352 49 924 2501) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2010059314/755/23.

Rovere Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 6, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 144.972.

L'Assemblée Générale Extraordinaire de ROVERE SICAV (la «Société»), tenue le 20 mai 2010, n'a pas réuni de quorum suffisant pour délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour. En conséquence, un procès-verbal de carence a été dressé.

Par le présent avis, il est notifié aux actionnaires qu'une nouvelle

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(l'«Assemblée») de la Société se tiendra au siège de la Société le *1^{er} juillet 2010* à 11.00 heures, avec le même ordre du jour, à savoir:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 7 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 7. Actions

«Les actions de chaque Compartiment seront émises sous forme d'actions nominatives uniquement.

A moins qu'un actionnaire en fasse spécifiquement la demande, la Société n'émettra pas de certificat d'actions et chaque actionnaire recevra à la place une confirmation de sa détention d'actions telle qu'inscrite au registre des actionnaires de la Société. Si un actionnaire souhaite obtenir des certificats d'actions, les coûts en résultant pourront être mis à sa charge.

Tout certificat d'action sera signé par deux administrateurs de la Société.

Si des certificats d'actions ont été émis et qu'un actionnaire peut prouver de façon satisfaisante à la discrétion de la Société que son certificat a été égaré, endommagé ou détruit, un duplicata peut, à sa demande, être émis aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment une garantie fournie par une compagnie d'assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir. A partir de l'émission d'un nouveau certificat d'actions, lequel portera la mention qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat d'origine à la place duquel le nouveau certificat a été émis deviendra sans valeur.

La Société peut, à son gré, mettre à charge de l'actionnaire tous frais d'un duplicata ou d'un nouveau certificat ainsi que toutes les dépenses raisonnablement encourues par la Société du fait de cette émission et de l'enregistrement consécutif ou de l'annulation du certificat d'actions original.

Les actions sont émises sans mention de valeur nominale et doivent être entièrement libérées.

Les actions nominatives émises par la Société seront inscrites dans le registre des actionnaires (le "Registre") tenu à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit désigné par le Conseil d'Administration, par ce dernier ou par une ou plusieurs personnes désignées dans ce but par la Société.

Le registre des actionnaires contient le nom de chaque actionnaire, son lieu de résidence ou le domicile élu, le nombre d'actions ainsi que le nom de la classe et du compartiment, le montant libéré pour chaque action ainsi que ses informations bancaires. A défaut d'information contraire, la Société considérera les informations contenues dans le Registre comme justes et à jour et en particulier utilisera l'adresse qui y est mentionnée pour correspondre avec l'actionnaire et les informations bancaires pour effectuer les paiements. Il n'existe aucune restriction quant au nombre d'actions qui peuvent être émises.

Les droits attachés aux actions sont ceux prévus par la Loi luxembourgeoise du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales et ses Lois modificatives dans la mesure où cette Loi n'a pas été remplacée par la Loi de 2002. Toutes les actions de la Société, quelle que soit leur valeur, et quelle que soit la classe à laquelle elles appartiennent, ont un droit de vote égal.

Les actions nominatives peuvent, sous réserve de l'accord de la Société, être transmises, au moyen de la remise à la Société d'une déclaration écrite de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires, qui devront établir les pouvoirs requis. A réception de ces documents jugés satisfaisants par le Conseil d'Administration, les transferts seront enregistrés au registre des actionnaires.

Tout actionnaire nominatif devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations de la Société pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite également au registre des actionnaires.

Si un actionnaire nominatif ne fournit pas d'adresse à la Société, mention en sera faite au registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée se trouver au Siège Social de la Société ou à telle autre adresse fixée périodiquement par celle-ci, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par l'actionnaire en question. Les actionnaires pourront à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite, envoyée à la Société à son Siège Social ou à telle autre adresse fixée périodiquement par celle-ci.

Les actions peuvent être détenues conjointement; la Société ne reconnaîtra cependant qu'une seule personne ayant le droit d'exercer les droits relatifs à chacune des actions de la Société. A moins que le Conseil d'Administration n'en décide autrement, la Société peut suspendre l'exercice des droits attachés à l'action détenue conjointement jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée pour représenter les copropriétaires vis-à-vis de la Société.

Si le paiement fait par un actionnaire a pour conséquence l'existence de fractions d'actions, le Conseil d'Administration peut décider d'émettre de telles fractions d'actions qui, dans ce cas, seront inscrites dans le registre des Actionnaires. Ces fractions d'actions ne sont pas autorisées à voter mais peuvent, dans la mesure où la Société le permet, participer en proportion au dividende ou à toute autre distribution.»;

2. Modification de l'article 11 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 11. Emission, rachat et conversion des actions

«Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre, à tout moment, des actions additionnelles entièrement libérées au prix de la valeur nette d'inventaire respective par action de la classe d'actions concernée au sein du Compartiment concerné, tel que déterminé conformément à l'article 9 des présents statuts, plus les éventuels frais de souscription déterminés par les documents de vente. Sous peine de nullité, le montant de la souscription doit être entièrement libéré.

L'argent correspondant au prix ainsi déterminé devra être parvenu à la Société au plus tard dans les trois jours qui suivent le Jour d'Evaluation correspondant.

Les actions émises ont les mêmes droits que les actions existantes à la date de l'émission.

Le Conseil d'Administration peut émettre à tout moment, des actions additionnelles entièrement libérées contre des espèces ou, suite à la préparation d'un rapport audité rédigé par le réviseur d'entreprises agréé de la Société et sous réserve des conditions de la loi et conformément à la politique d'investissement et aux restrictions mentionnées dans les documents de ventes des actions de la Société, contre une contribution en nature de valeurs mobilières et autres avoirs autorisés.

Le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, réduire ou refuser d'accepter tout bulletin de souscription pour les actions et peut, périodiquement, déterminer des montants minimum de détention ou de souscription d'actions de toute classe d'actions ou de tout Compartiment à un nombre ou une valeur lui semblant adéquats.

Lors de l'émission de nouvelles actions, aucun droit préférentiel de souscription ne sera donné aux actionnaires existants.

Tout actionnaire est en droit de faire une demande à la Société pour le rachat de tout ou partie de ses actions. Le prix de rachat doit normalement être payé endéans les 5 (cinq) jours ouvrables bancaires luxembourgeois suivant la date à laquelle la valeur nette d'inventaire des avoirs est fixée et sera égal à la valeur nette d'inventaire des actions telle que déterminée conformément aux dispositions de l'article 9 ci-dessus, diminué d'une éventuelle commission de rachat comme fixée dans les documents de vente de la Société.

Toute demande de rachat doit être présentée par écrit par l'actionnaire au Siège Social de la Société à Luxembourg ou à une autre Société dûment autorisée par la Société pour le rachat des actions, et accompagnée, le cas échéant, du ou des certificats délivrés en bonne et due forme.

Au cas où une demande de rachat d'actions aurait pour effet de réduire le nombre ou la valeur nette d'inventaire globale des actions qu'un actionnaire détient dans une classe d'action ou un Compartiment en dessous de tel nombre ou de telle valeur déterminé(e) par le Conseil d'Administration, la Société peut décider que cette demande doit être traitée comme une demande de rachat de toutes ses actions relevant de ce Compartiment ou de cette classe d'actions.

En outre, si lors d'un Jour d'Evaluation déterminé, les demandes de rachat et les demandes de conversion au sens du présent article dépassent un certain seuil déterminé par le Conseil d'Administration par rapport au nombre d'actions en circulation dans une classe d'actions ou un Compartiment déterminé, le Conseil d'Administration peut décider que tout ou partie de telles demandes de rachat ou de conversion sera reportée pour une période et aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration, eu égard au meilleur intérêt de la Société.

Ces demandes de rachat ou de conversion, lors du prochain Jour d'Evaluation suivant cette période, seront traitées prioritairement aux demandes introduites postérieurement, et dans l'ordre de réception initial des demandes par l'Agent de Registre et de Transfert.

Sous réserve de toute loi applicable et de la préparation d'un rapport audité rédigé par le réviseur d'entreprises agréé de la Société, le Conseil d'Administration peut également, à sa discrétion, payer le prix de rachat à l'actionnaire concerné au moyen d'une contribution en nature de valeurs mobilières et autres avoirs autorisés du Compartiment en question à concurrence de la valeur du montant du rachat. Le Conseil d'Administration exercera cette discrétion uniquement si: (i) elle est approuvée par l'actionnaire concerné; et (ii) si le transfert n'affecte pas défavorablement la valeur des actions du Compartiment détenues par tout autre personne. Les actions rachetées par la Société seront annulées.

Sous réserve de toute loi applicable et de la préparation d'un rapport audité rédigé par le réviseur d'entreprises agréé de la Société, le Conseil d'Administration peut également, à sa discrétion, payer le prix de rachat à l'actionnaire concerné au moyen d'une contribution en nature de valeurs mobilières et autres avoirs autorisés du Compartiment en question à concurrence de la valeur du montant du rachat. Le Conseil d'Administration exercera cette discrétion uniquement si: (i) elle est approuvée par l'actionnaire concerné; et (ii) si le transfert n'affecte pas défavorablement

la valeur des actions du Compartiment détenues par tout autre personne. Les actions rachetées par la Société seront annulées.

Le Conseil d'Administration peut établir les restrictions qu'il estime nécessaires quant à la fréquence de conversions, il peut assujettir les conversions au paiement des coûts raisonnables dont les montants seront déterminés par celui-ci.

Les bulletins de souscription des actions et les demandes de rachat ou de conversion doivent être reçus au Siège Social de la Société ou aux bureaux des établissements désignés à cet effet par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut déléguer la tâche d'accepter les demandes de souscriptions, rachat et conversion, et de faire ou recevoir les paiements relatifs à ces transactions, à toute personne dûment autorisée.

Aucune demande de souscription, rachat, conversion ne sera traitée lors d'une période pendant laquelle la valeur nette d'inventaire est suspendue.»

3. Divers.

L'Assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée et si les résolutions sur les points portés à l'ordre du jour réunissent les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés. Tout actionnaire a la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

Tout actionnaire a la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société. Les procurations déjà reçues pour la première assemblée prévue le 20 mai 2010, demeureront valables et seront employées, le cas échéant, pour voter lors de la seconde assemblée convoquée par les présentes, et ayant le même ordre du jour.

Les actionnaires désirant assister à l'assemblée sont priés d'en avvertir le Conseil d'Administration par lettre adressée à la Société, 6, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, au plus tard cinq (5) jours avant la date de l'Assemblée avec mention du nombre d'actions représentées.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010059325/755/143.

UBS Global Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 135.728.

The shareholders of UBS Global Solutions (the "Sicav") are hereby informed that the FIRST EXTRAORDINARY GENERAL MEETING of the Sicav (the "First Meeting") held on March 26, 2010 was not quorate and did not validly deliberate on the proposed Agenda items. The shareholders of the Sicav are hereby convened to attend a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Sicav (the "Second Meeting"), which will be held at the registered office of the Sicav at 33A, avenue J.F. Kennedy, Luxembourg on *June 30, 2010* at 02:00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of Article 27 (Dividend Payments), paragraph 4 of the Articles of Association as follows: "Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Ausschüttung von Zwischendividenden sowie die Aussetzung der Ausschüttungen zu bestimmen. Hiervon umfasst sind auch Sachausschüttungen. Die Hauptversammlung kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates der Gesellschaft, im Rahmen der Verwendung des Reinertrages und der Kapitalgewinne ebenfalls die Ausgabe von Gratisaktien vorsehen."
2. Miscellaneous

The text of the proposed consolidated Articles of Incorporation of the Sicav is available free of charge, upon request, at its registered office.

The Second Meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. The proposed agenda items may be approved by the shareholders holding at least 2/3 of the shares represented at the Second Meeting.

NOTES:

Holders of bearer shares may vote at the Meeting:

- in person by producing at the Meeting a certificate of deposit issued by the Custodian Bank, UBS (Luxembourg) S.A, which will be issued to them against deposit of their share certificates. The share certificates must be deposited with UBS (Luxembourg) S.A. at the latest on June 22, 2010.

- by proxy by completing the form of proxy which will be made available to them against deposit of share certificates aforesaid. The proxies must be sent to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-2010 Luxembourg and have to be in the possession of UBS Global Solutions c/o UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. at the latest on June 22, 2010.

Share certificates so deposited will be retained until the day after the Meeting or any adjournment thereof has been concluded.

Luxembourg; May 25, 2010.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2010059330/755/35.

Sarasin Multi Label Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 76.310.

Die Aktionäre der SARASIN MULTI LABEL SICAV werden hiermit eingeladen, an der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, die am 25. Juni 2010 um 14:00 Uhr am Sitz der RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette abgehalten wird.

Die ausserordentliche Generalversammlung hat folgende 3 Tagesordnungspunkte:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 16, Absatz 1 um dem Verwaltungsrat der Gesellschaft zu ermöglichen eine OGAW Verwaltungsgesellschaft zu ernennen.
2. Änderung von Artikel 21, Absatz 8 und Absatz 12 um das minimale Volumen, bei dem der Verwaltungsrat die Auflösung oder Verschmelzung eines Teilvermögens oder die Einberufung einer Gesellschafterversammlung zwecks Auflösung der Gesellschaft beschliessen kann, von 5 resp. 10 auf 20 Millionen Euro heraufzusetzen.
3. Abänderung der Überschrift vor Artikel 27 und Änderung von Artikel 27 um die eventuelle Bestimmung einer OGAW Verwaltungsgesellschaft zu ermöglichen.

Diese ausserordentliche Generalversammlung ist nur dann ordnungsgemäss beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist. Die Tagesordnung wird durch Beschluss mit einer Mehrheit von zwei Dritteln der Aktien, deren Eigentümer anwesend oder vertreten sind und ihre Stimme abgeben, angenommen.

Luxembourg, im Juni 2010.

SARASIN MULTI LABEL SICAV

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2010062128/755/25.

Raiffeisen Schweiz (Luxemburg) Fonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 45.656.

Die ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre (die "Generalversammlung") des Raiffeisen Schweiz (Luxemburg) Fonds wird in den Räumlichkeiten von RBC Dexia Investor Services S.A., 14, Porte de France, L-1470 Esch-sur-Alzette am 22. Juni 2010 um 11.00 Uhr stattfinden.

Tagesordnung:

1. Anhörung der folgenden Berichte:
 - a) Geschäftsbericht des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr per 31. März 2010
 - b) Bericht des Wirtschaftsprüfers für das Geschäftsjahr per 31. März 2010
2. Abnahme der geprüften Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr endend zum 31. März 2010
3. Beschluss auf Auszahlung einer Dividende und des Vortrags des verbleibenden Gewinns auf neue Rechnung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates:

Dr. Patrik Gisel,
Herrn Adrian Töngi,
Herrn Christoph Ledergerber,
Herrn Philippe Hoss
und des Wirtschaftsprüfers, PricewaterhouseCoopers S.à r.l., bezüglich ihrer Pflichten während und in Verbindung mit dem Geschäftsjahr endend zum 31. März 2010
5. (i) Wiederernennung der Herren Dr. Patrik Gisel, Adrian Töngi, Christoph Ledergerber und Philippe Hoss als Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2011;
(ii) Wiederernennung von PricewaterhouseCoopers S.à r.l. als Wirtschaftsprüfer bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2011;
6. Sonstiges.

Die Aktionäre werden darauf hingewiesen, dass für Beschlüsse der Generalversammlung kein Quorum verlangt wird und dass die Beschlüsse durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre an der Generalversammlung gefaßt werden.

Diejenigen Aktionäre, welche persönlich an der Generalversammlung teilnehmen möchten, bitten wir, sich aus organisatorischen Gründen bis zum 21. Juni 2010 bei Raiffeisen Schweiz (Luxemburg) Fonds, zu Händen von Herrn Christian Nowak, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg (Fax Nr. +352/2460-3331) anzumelden.

DER VERWALTUNGSRAT.

Référence de publication: 2010062306/755/34.

Allianz ROSNO Investment Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 114.617.

Mit diesem Schreiben laden wir Sie herzlichst zur Teilnahme an der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Anteilhaber der Allianz ROSNO Investment Strategies ein, welche am 24. Juni 2010 um 9.30 Uhr am Sitz der Gesellschaft in Senningerberg stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Verlegung des Sitzes der SICAV von Senningerberg nach Luxemburg;
2. Neufassung der Satzung der SICAV inklusive der Umstellung der Gesellschaft auf die Anforderungen des Teils I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002
(«Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und/ oder sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen («Gesetz vom 20. Dezember 2002») mit dem Ziel einer angemessenen Wertentwicklung zugunsten der Anteilhaber durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.»);
sowie der Änderung der Vertragssprache der Gesellschaft von deutsch auf englisch;
3. Änderung der Zusammensetzung des Verwaltungsrates: Kooptierung von Frau Natalia Borovkova;
4. Verschiedenes

Abstimmung:

Zu einer generellen Beschlussfähigkeit der Mitglieder muss auf der Versammlung mindestens die Hälfte des Anteilskapitals vertreten sein. Beschlüsse zu der Tagesordnung können mit mindestens zwei Dritteln der auf der Versammlung vertretenen Stimmen gefasst werden.

Abstimmungsregelung:

Zur Teilnahme und Abstimmung auf der Versammlung befugt sind Anteilhaber, die der Verwaltungsgesellschaft Allianz Global Investors Luxembourg S.A., 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxemburg, bis spätestens zum Geschäftsschluss des 21. Juni 2010 eine Bestätigung ihres Depotinstituts vorlegen können, aus der die Anzahl der Anteile im Besitz des Anteilhabers hervorgeht, einschließlich einer Bestätigung, dass die Anteile bis zum Tag nach der Versammlung der Anteilhaber gesperrt sind.

Alle Anteilhaber, die zur Teilnahme und Abstimmung auf der Versammlung befugt sind, dürfen einen Stellvertreter ernennen, der in ihrem Namen abstimmt. Das Vollmachtsformular ist nur gültig, wenn es ordnungsgemäß ausgefüllt und eigenhändig vom ernennenden Anteilhaber oder von dessen Bevollmächtigtem unterzeichnet wird (oder, falls der Stellvertreter von einer Gesellschaft ernannt wird, mit dem Firmensiegel oder der Unterschrift eines ordnungsgemäß bevollmächtigten Angestellten versehen ist) und bis spätestens zum Geschäftsschluss des 21. Juni 2010 bei der Verwaltungsgesellschaft Allianz Global Investors Luxembourg S.A., 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxemburg eingegangen ist.

Vollmachtsformulare erhalten Anteilhaber bei der Verwaltungsgesellschaft Allianz Global Investors Luxembourg S.A., 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxemburg. Eine zum Stellvertreter ernannte Person muss kein Anteilhaber der Gesellschaft sein. Durch die Ernennung eines Stellvertreters ist ein Anteilhaber nicht von der Teilnahme an der Versammlung ausgeschlossen.

Senningerberg, Juni 2010.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010062330/755/46.

Loren S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 89.679.

Convening notice is hereby given by the liquidator to the Shareholders of Loren, to attend the
GENERAL MEETING

of the Loren's Shareholders that will be held on *June 22nd, 2010* at 11.00 a.m. CET in the office of the liquidator, GESTOR Société Fiduciaire, L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt (Second floor).

Agenda:

1. Approval of the Annual Accounts as at March 31st, 2010 and allocation of the results;
2. Reading and approval of the report of the liquidator as at May 15th, 2010, approval of the proposed distribution to the Shareholders;
3. Appointment of the auditor to the liquidation;
4. Power of the liquidator of the Company after the expiration of his mandate;
5. Confirmation that the books and documents of the Company will be kept for a period of 5 years at the registered office of the Company;
6. Determination of the date of the Extraordinary General Meeting of the Shareholders of the Company approving the report of the auditor to the liquidation and closing the liquidation.
7. Miscellaneous.

Participation at the General Meeting is reserved to the Shareholders who file their intention to attend this General Meeting by mail, fax and/or return of a completed power of attorney form to the following address: GESTOR Société Fiduciaire, L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, FAX +352 - 29.92.20, so that it shall be received not later than June 21st, 2010, 14.00 p.m. CET.

GESTOR Société Fiduciaire

Liquidator

Référence de publication: 2010062332/755/27.

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 129.880.

The shareholders are convened hereby to attend the

ORDINARY SHAREHOLDER'S MEETING

to be held on *June 21st, 2010* at 11 a.m. at the registered office with the following agenda:

Agenda:

1. Acknowledgement of the Directors report and the Management report dated April 16th for the financial year ended on December 31st, 2009;
2. Acknowledgement of the Auditor's report on statutory and consolidated financial statements for the year ended on December 31st, 2009;
3. Approval of the annuals accounts for the financial year ended on December 31st, 2009, and allocation of the result to losses carried forward;
4. Approval of the consolidated financial statements for the financial year ended on December 31st, 2009;
5. Acknowledgement of the resignation as at March 2nd 2010 of Mr Renaud Labye, Mr Thierry Grosjean and Mrs Claudia Schweich as directors B and discharge for the exercise of her mandate;
6. Acknowledgement of the appointment on March 2nd 2010 of Mr Pol Thielen, Mr Marco Sterzi and Mr Yves Mertz as new directors B;
7. Discharge to the members of the board of directors of the Company for the exercise of their mandates for the financial year ended on December 31st, 2009.

Total Voting Rights

The share capital of the Company is on the date hereof represented by 47,446,946 A Shares with a par value of US\$ 1 each, 17,696,098 B Shares with a par value of US\$ 1 each, 25,000 CA Shares with a par value of US\$ 1 each and 25,000 CB Shares with a par value of US\$ 1 each. The authorized share capital of the Company including the issued capital of the Company is set at US\$ 500,000,000. The A Shares, B Shares and C Shares all carry voting rights in general meetings on an unrestricted "one share one vote" basis.

Participating instructions are available at the registered office or email@acheronportfolio.lu.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2010063082/755/31.

MENA Joint Investment Fund S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.372.

—
STATUTES

In the year two thousand ten, on the twentieth day of May,

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1) "MENA Joint Investment Fund Management S.A.", a public limited company (société anonyme) duly incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 4, rue d'Arlon, L-8399 Windhof and not yet registered with the Luxembourg trade and companies register (the "General Partner"),

here represented by Yves Lacroix, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 20 May 2010.

2) "Citadel Holding for Financial Investments S.A.E.", a joint stock company duly incorporated and existing under the Egyptian law of public zones system in Ismaila, having its registered office at General Freezone, Ismaila, and registered with the Egyptian commercial register under number 1820,

here represented by Yves Lacroix, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 19 May 2010.

The said proxies initialed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg limited partnership by shares (société en commandite par actions) with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which they declare organized among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and Form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions) qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "MENA JOINT INVESTMENT FUND S.C.A., SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for a limited period of time. It shall be terminated on 31 December 2020 without prejudice to the extraordinary general meeting of shareholders amending these articles of incorporation to extend the duration of the Company, by a resolution of the general meeting of shareholders passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call, (ii) the approval of a majority of seventy-five percent (75%) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting, and (iii) the consent of the General Partner.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds invested in it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, in order to spread investment risk and enable its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds (the "Law of 13 February 2007"), as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company shall be in Windhof, Grand-Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

If the General Partner considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company. The minimum capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a specialized investment fund under Luxembourg law.

The Company was incorporated with a subscribed share capital of fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-) divided into (i) one (1) General Partner Share of no nominal value with an initial par value of one thousand US Dollars (USD 1,000.-), (ii) one thousand (1,000) Participating Shares of no nominal value, with an initial par value of one US Dollar (USD 1) and (iii) forty-eight (48) Investors Shares of no nominal value with an initial par value of one thousand US Dollars (USD 1,000.-) each. Upon incorporation each share was fully paid-up.

The distribution rights attached to each such class of shares are described in article 26 below.

For the purposes of the consolidation of the accounts, the base currency of the Company shall be the lawful currency of the United States of America expressed in these articles of incorporation as "US Dollars" or "USD".

Art. 6. Capital Variation. The Company's share capital shall vary, without any amendment to these articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Chapter III - Shares

Art. 7. Form of Shares. The shares of the Company shall be issued in registered form.

All shares of the Company shall be registered in the register of shareholders kept by the Company or by one or more persons designated therefor by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The General Partner shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address is provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 8. Classes of Shares. The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature.

The share capital of the Company shall be represented by the following classes of shares of no nominal value:

(i) "General Partner Share": one management share which has been subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company;

(ii) "Participating Shares": a special class of shares which have been subscribed upon incorporation of the Company and which entitle its holder to receive the Carried Interest after payment of the Preferred Return (as defined in article 26 hereof);

(iii) "Investors Shares": an ordinary class of shares which shall be subscribed by limited shareholders (associés commanditaires) and which entitle its holders to receive the Preferred Return and other distribution rights (as described in article 26 below).

Art. 9. Issue of Shares. Subject to the provisions of the Law of 13 February 2007, the General Partner is authorized without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued, except when such issue in a specific share class bearing specific distribution rights (i.e. Participating Shares holding carried interest rights) would have a material dilution effect for the existing holders of such shares. In this latter case, no additional shares in the relevant class shall be issued without granting a preferential right to subscribe to existing shareholders and without the approval of two thirds of the votes attached to the relevant shares of such existing shareholders.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 13 February 2007, the General Partner may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company.

The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver to the shareholder any written confirmation of such shareholding.

Art. 10. Redemption. The General Partner shall determine whether shareholders of any particular class of shares may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, consistent with the terms and procedures set forth in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The Company may redeem shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Company.

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 13 February 2007 as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company.

Shares may be redeemed on a pro rata basis between existing shareholders for example (i) in order to distribute to the shareholders upon the disposal of an investment asset by the Company the net proceeds of such investment, notwithstanding any other distribution pursuant to article 26 herein, (ii) if the value of the assets of the Company has decreased to an amount determined by the General Partner to be below the minimum level for the Company to be operated in an economically efficient manner or, (iii) if there has been an adverse change in the economic or political situation.

In addition, shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 13 "Limitation on the Ownership of Shares" herein.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the Company.

Art. 11. Transfer of Shares. When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Company, by virtue of his subscription agreement or otherwise, shares held by such shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any

transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

Art. 12. Conversion. Shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class into shares of another existing class.

Art. 13. Limitations of the Ownership of Shares. The General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the General Partner considers that this ownership violates the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand-Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the General Partner may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorized to hold shares in the Company;

b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorized to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the General Partner shall send a notice (the "Redemption Notice") to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the Redemption Notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, the redemption date and the place where the redemption price shall be payable. The Redemption Notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the Redemption Notice at the redemption date. From the close of business of the day specified in the Redemption Notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the Redemption Notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the financial and legal records of the Company;

2. the price at which the shares specified in the Redemption Notice shall be redeemed (the "Redemption Price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The redemption price will be payable only at the close of the liquidation of the Company.

In particular, the General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

Art. 14. Net Asset Value. The net asset value of the shares of the Company shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the General Partner. The General Partner shall decide the days by reference to which the assets of the Company shall be valued (each a "Valuation Day") and the appropriate manner in which to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The Company's assets shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities;
- all dividends and distributions payable to the Company either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the Company's preliminary expenses, to the extent that such expenses have not already been written-off;
- the Company's other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures;
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Company's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company but not yet paid;

- a provision for any tax accrued on the Valuation Day and any other provisions authorized or approved by the General Partner;

- all other liabilities of the Company of any kind, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: start-up costs; expenses in connection with and fees payable to, its investment manager(s), advisers(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary, services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents of the Company, explanatory memoranda, registration statements and financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the Company's assets shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the General Partner. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the General Partner;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the General Partner;

- investments in private equity securities will be valued at a fair value under the direction of the General Partner in accordance with appropriate professional standards, such as the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines in effect as of the applicable date (the "Valuation Principles"), as further specified in the issuing documents of the Company;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognized markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the General Partner on the basis of recognized financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealized profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the General Partner in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The General Partner, at its discretion, may authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by a designee of the General Partner.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

Adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each class, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such class) by the number of shares issued and in circulation in such class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

Art. 15. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The General Partner may suspend the determination of the net asset value in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of assets are unavailable, or if the value of an investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions or if purchase or sale transactions cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;
- when, for any other reason, the prices of any significant investments cannot be promptly or accurately ascertained; and
- when the Company is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction.

The suspension of the calculation of the net asset value shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the General Partner is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Chapter IV - Administration and Management of the company

Art. 16. General Partner. The Company shall be managed by “MENA Joint Investment Fund Management S.A.” in its capacity as general partner of the Company (associé gérant commandité), a company incorporated under the laws of Luxembourg (“General Partner”).

The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

In the event of legal incapacity, liquidation, removal, or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an administrator, who need not be a shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amending the articles of incorporation, a successor general partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 17. Powers of the General Partner. The General Partner, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the issuing documents of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company’s purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the General Partner.

The General Partner may appoint committees, investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 18. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 19. Removal of the General Partner. The General Partner may not be removed by the Company and replaced by another general partner in any event except under the following circumstances and conditions:

(A) (a “For Cause Removal”) by decision of the general meeting of shareholders of the Company taken with a majority of not less than two thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at such meeting with a fifty percent (50%) quorum requirement (a “Shareholders Qualified Consent”) upon the occurrence of any of the following events:

any representation made by the General Partner in the subscription documentation and/or shareholders agreement or in any writing furnished shall be intentionally false in any material respect on the date as of which it is made;

the General Partner shall have engaged in gross negligence, fraud or willful misconduct or acted with reckless disregard in managing the affairs of the Company;

the General Partner shall have committed a material breach of its obligations in respect of the Company (as set forth herein, in the subscription documentation and/or shareholders agreement), where such material breach is capable of remedy, such material breach has not been remedied within sixty (60) Business Days – such concept being defined as any bank business day in Luxembourg and Cairo and New York – (or, in accordance with the issuing documents of the Company, such longer period as may be reasonable, in any case not to exceed ninety (90) Business Days) of receipt by the General Partner of written notice of such material breach identifying and giving all available details of the claimed breach;

the General Partner or Citadel Capital S.A.E. shall have committed a crime involving fraud and/or financial dishonesty;

the General Partner or Citadel Capital S.A.E. has become the subject of a judicial order or proceeding, whether voluntary or involuntary, under any bankruptcy or insolvency law, or has become the subject of proceedings providing for its dissolution or winding-up or has a receiver or an administrative receiver appointed of its assets or a substantial part thereof, or is otherwise barred, on a permanent basis, from engaging in fund management business; or

the occurrence of a Change of Control Event (as defined in the issuing documents of the Company).

(B) (a “Without Cause Removal”) at any time by decision of the general meeting of shareholders of the Company, taken with a majority of not less than seventy-five percent (75%) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at such meeting of shareholders with a seventy-five percent (75%) quorum requirement at the first meeting called to consider a resolution or, if such quorum requirements are not met at such first meeting, then with a fifty percent (50%) quorum requirement for any succeeding meeting called to consider such resolution (a “Shareholders Special Consent”).

(C) If the General Partner fails to replace any Key Person within one hundred twenty (120) calendar days of the relevant Key Person Event (as such terms are defined in the issuing documents of the Company), by decision of the general meeting of shareholders acting by a Shareholders Special Consent (which removal shall be deemed a For Cause Removal for other purposes than voting requirements).

In each of (A), (B) and (C) above, the decisions of the general meeting of shareholders shall be validly passed without the favorable vote of the General Partner.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the General Partner or upon the request of shareholders representing a minimum of ten percent (10%) of the capital of the Company.

Concerning the Participating Shares that are outstanding as of the date of such replacement of the General Partner, the following consequences shall arise out of such replacement decision by the general meeting of shareholders:

(i) In the event of a For Cause Removal, the General Partner and its affiliates or their respective designee shall automatically forfeit all rights to Carried Interest and the Company shall promptly redeem all Participating Shares at a price, to be paid to the removed General Partner, equal to the subscription price paid upon subscription of such Participating Shares (for the avoidance of doubt, the Company may subsequently issue new Participating Shares to the replacement general partner of the Company);

(ii) In the event of a Without Cause Removal, the Company shall have the option, to be exercised by the general meeting of shareholders acting by a Shareholders Special Consent, to redeem all Participating Shares in exchange for non-interest bearing promissory notes issued by the Company (the “Removal Promissory Notes”) entitling the holders thereof to receive a share of the Carried Interest otherwise payable to the holders of the Participating Shares pursuant to article 26, calculated as follows (the “Removed GP Portion”):

(A) The Removed GP Portion shall equal eighty percent (80%) of the Disposition Proceeds and Income Proceeds that would have been realized and distributed to the holders of the Participating Shares as Carried Interest if the Company was liquidated and such Carried Interest distributed on the date of effectiveness of the Without Cause Removal.

(B) Such hypothetical distributable proceeds and Carried Interest shall be determined by an independent appraiser chosen in accordance with the issuing documents of the Company, which independent appraiser shall be a representative of (1) the valuation practice of the internationally recognized accounting firm specified by the advisory committee of the Company (as described in the issuing documents of the Company) or (2) any other qualified independent expert specified by the advisory committee of the Company and reasonably acceptable to the General Partner. The independent appraiser shall be instructed to render within ninety (90) days a net asset valuation of the Company in accordance with the Valuation Principles, and a calculation of the Carried Interest that would be payable to the holders of the Participating Shares if the Company were liquidated on the date of effectiveness of the removal. The Company and the General Partner shall use all reasonable efforts to ensure that the independent appraiser is able to render its valuation and calculation within such ninety day period. The determinations of the independent appraiser, acting as an expert and not an arbitrator, shall be final and binding on the Company, the General Partner and its affiliates, and the shareholders absent manifest error.

(C) The Removal Promissory Notes shall be issued in exchange of the Participating Shares on or about the redemption date thereof and shall stipulate that payments will be made on the Removal Promissory Notes from Carried Interest otherwise payable to the holders of the new Participating Shares pursuant to article 26 until such notes are paid in full (and thereafter such Carried Interest shall be paid to the holders of any new Participating Shares issued by the Company). Upon issuance of the Removal Promissory Notes, the Company may issue new Participating Shares to the replacement general partner or its designee, which shall only entitle the holders thereof to the payment of the Carried Interest after deduction of the proceeds payable to the holders of the Removal Promissory Notes.

(D) For the avoidance of doubt, the Company’s payment obligations in respect of the Removal Promissory Notes and the new Participating Shares issued to the replacement general partner shall in no event exceed the aggregate Carried Interest payable under article 26..

Art. 20. Liability. The holders of Investors Shares and Participating Shares, with the exception of the General Partner as holder of the General Partner Share, shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 21. Conflict of Interests. Without prejudice to the procedures for the approval of transactions involving conflicts of interests as set forth in the issuing documents of the Company:

(a) no contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors and/or managers and/or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm; and

(b) any director, manager or officer of the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 22. Indemnification. The General Partner and each officer, director, shareholder, general partner, agent, member, partner or employee, or controlling person of the General Partner (“Indemnified Persons”) may be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any loss, liability, action, suit, proceeding, claim, cost, demand, damage or expense (including reasonable legal fees and expenses and costs of investigation) incurred or threatened by reason of any action taken or omitted to be taken by such Indemnified Person if such action was taken or omitted to be taken (i) in good faith and in the reasonable belief that such action or omission was in or was not opposed to the best interests of the Company or (ii) in good faith in accordance with the advice of legal counsel; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter that resulted from acts or omissions of such Indemnified Person which constituted gross negligence, willful or reckless misconduct, intentional or reckless disregard of its obligations and duties in relation to the Company, fraud, willful and material breach of the constitutive documents of the Company or any provision of related agreements by the General Partner, commission of a criminal offence, breach of fiduciary duty or other breach of any obligations under any regulatory arrangements made or established pursuant to applicable law and to which the Indemnified Person is subject.

Chapter V - General meetings

Art. 23. General meetings of the Company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, subject to the provisions of these articles of incorporation, any resolution of the general meeting of shareholders amending the articles of incorporation or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company’s registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 11.00 a.m. (Luxembourg time) on the first Tuesday of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next banking day. The annual general meeting may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least twenty-one (21) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder’s address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner shall reasonably determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder’s identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company’s registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favor of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking the appropriate box with a cross. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

Subject to the provisions of these articles of incorporation, the requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Save as otherwise provided in these articles of incorporation, any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation, including any resolution passed at a second general meeting called following an inquorate first meeting, must be passed with (i) a presence quorum of not less than fifty percent (50%) of the shares issued by the Company, (ii) the approval of a majority of at least seventy-five percent (75%) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

In accordance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, that changes the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each class concerned.

Art. 24. General meetings in class(es) of Shares. The provisions of article 23 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a class of shares are passed by a majority of fifty percent (50%) plus one (1) of the votes of the shareholders present or represented.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 25. Financial Year. The Company's financial year shall start on 1st January of each year and shall end on 31st December. The first financial year shall end on 31 December 2010.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 26. Distributions. Disposition Proceeds. Subject to the provisions of this article, all proceeds arising from the sale, exchange, recapitalization or other disposition of all or any portion of an investment, received by or on behalf of the Company in relation to each investment, that are in excess of amounts required in the good faith judgment of the General Partner to pay due and owing Company Expenses or to maintain Permitted Reserves (as such terms are defined in the issuing documents of the Company) (the "Disposition Proceeds"), shall be, subject to possible re-investments (as further described in the issuing documents of the Company), distributed within thirty (30) calendar days of receipt, in each case, in the following order of priority:

(a) first, to each holder of Investors Shares, pro rata based on the ratio of its current shareholding of Investors Shares to the total outstanding Investors Shares, until each such holder receives an amount equal to (i) its aggregate capital contributions, at the date of such distribution and (ii) a preferred return of twelve percent (12%) per annum (compounded annually in arrears on the basis of a 365-day year) of its aggregate capital contributions from the date on which each such capital contribution was made to the date on which it was repaid (the "Preferred Return"); and

(b) second, to each holder of Participating Shares, pro rata based on the ratio of its current shareholding of Participating Shares to the total outstanding Participating Shares, until each holder of Participating Shares receives an amount equal to the subscription price of the Participating Shares plus twenty five percent (25%) of the aggregate distributions made under (a) (ii) above; and

(c) third, (i) eighty percent (80%) of all further distributions shall be distributed to the holders of the Investors Shares, pro rata based on each such holder's ratio of current shareholding of Investors Shares to the total outstanding Investors Shares, and (ii) the remaining twenty percent (20%) shall be distributed to the holders of the Participating Shares, pro rata based on each such holder's ratio of current shareholding of Participating Shares to the total outstanding Participating Shares (the distribution rights attaching to the Participating Shares pursuant to (b) and (c)(ii) above, the "Carried Interest").

The Company may re-invest Disposition Proceeds from the disposition of all or part of investments, in an amount not to exceed the cost basis of such investments, into new investment opportunities as long as their expected realization falls within the term of the Company. No management fee shall be levied on such reinvested amounts.

Income Proceeds. All dividends, fees, interest and any other cash inflows other than Disposition Proceeds that are received by the Company in respect of the investments or money market instruments (the "Income Proceeds") shall be distributed within thirty (30) calendar days of receipt. All Income Proceeds from Money Market Investments (as such term is defined in the issuing documents of the Company) received by or on behalf of the Company shall be distributed semi-annually; provided however, that the General Partner may withhold, until the end of each fiscal year, such Income Proceeds if their aggregate amount is less than two million US Dollars (USD 2,000,000.-). All distributions of Income Proceeds shall be made among all shareholders in proportion to their respective interests in the Company in accordance with the waterfall specified above.

Distributions may be made by means of annual dividends and interim dividends to the extent feasible as well as by the redemption of shares or the allocation of the Company's liquidation proceeds, as the case may be.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Art. 27. Clawback. Within five (5) days of the date of dissolution of the Company and on the date of final liquidation of the Company, the General Partner shall pay to each holder of Investors Shares an amount equal to the greater of: (i) the amount, if any, by which the total distributions to such holder of Investors Shares is less than its aggregate capital contributions plus the Preferred Return thereon, and (ii) its pro rata portion, based on the ratio of such holder's aggregate capital contributions to the total capital contributions of all shareholders, of the amount, if any, by which the holders of Participating Shares received cumulative distributions in excess of the amounts distributable to the holders of Participating Shares pursuant to the distribution waterfall stated above, applied on an aggregate basis covering all transactions/investments of the Company. In no event will the General Partner be required to pay under this article in the aggregate any amount that exceeds the cumulative distributions, if any, received by the holders of Participating Shares as Carried Interest (in which case the payments due to the holders of Investors Shares shall be reduced by such excess pro rata).

Chapter VII - Auditor

Art. 28. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by an independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfill all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 29. Depositary. The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 13 February 2007.

The depositary shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007 and any other applicable laws and regulations.

Chapter IX - Winding-up - Liquidation

Art. 30. Winding-up - Liquidation. The Company may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company passed with (i) a presence quorum of seventy-five percent (75%) of the shares issued by the Company, (ii) the approval of a majority of seventy-five percent (75%) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner. If the above mentioned quorum requirement is not met at the first meeting called, then, resolutions shall be passed with a fifty percent (50%) quorum requirement with the same voting requirements for the second meeting called.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the General Partner. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by a majority of fifty percent (50%) plus one (1) of the votes of the shareholders present or represented at the meeting without the favorable vote of the General Partner.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007; in such an event, the general meeting of shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting without the favorable vote of the General Partner.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Upon termination of the Company, no further business shall be conducted except for such action as shall be necessary for the orderly winding-up of the affairs of the Company, the protection and realisation of the assets of the Company and the distribution of such assets amongst the shareholders. Liquidation shall be carried out by the General Partner; provided however, that if the General Partner is removed and a replacement general partner of the Company has not been appointed, the general meeting of shareholders shall appoint the liquidator, who may be physical persons or legal entities, and shall determine its powers and compensation.

Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The liquidator shall cause the Company to pay all debts, obligations and liabilities of the Company and all costs of liquidation and shall make adequate provision for any present or future contemplated obligations or contingencies, in each case to the extent of the assets of the Company, and shall use all reasonable efforts to sell any or all of the assets of the Company on the best terms available but, if unsuccessful, it may distribute all or any of such assets on the basis and in accordance with the value of such assets established pursuant to the Valuation Principles. The liquidator shall cause the remaining proceeds and assets to be allocated and distributed amongst the shareholders on the basis set out in Article 26 of these articles of incorporation and the issuing documents of the Company.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Chapter IX - General provisions

Art. 31. Applicable Law. In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant laws and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007.

Subscription and Payment

The capital has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares	Price per Share
1.- MENA Joint Investment Fund Management S.A.	One (1) General Partner Share	USD 1,000.-
2.- Citadel Holding for Financial Investments S.A.E.	Fort-eight (48) Investor Shares one thousand (1,000) Participating Shares	USD 1,000.- USD 1.-

Upon incorporation, the general partner share, the Participating Shares and the Investors Shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on December 2010.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2011. The first annual report of the Company will be dated 31 December 2010.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in the articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company shall be at 4, rue d'Arlon L-8399 Windhof.

Second resolution

The independent auditor for the Company shall be KPMG Audit S.à r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. The auditor shall remain in office until the close of annual general meeting approving the accounts of the Company as of 31 December 2010.

Whereof this notary deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

This original deed having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, civil status and residence; the said appearing persons signed together with us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil dix, le vingt mai,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1) «MENA Joint Investment Fund Management S.A.», une société anonyme constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4, rue d'Arlon, L-8399 Windhof, non encore enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg (l'«Associé Gérant Commandité»);

représentée aux présentes par Maître Yves Lacroix, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 20 mai 2010.

2) «Citadel Holding for Financial Investments S.A.E.», une joint stock company constituée selon la loi égyptienne sur les zones franches d'Ismaila, ayant son siège social à General Freezone, Ismaila, enregistrée au registre commercial égyptien sous le numéro 1820;

représentée aux présentes par Maître Yves Lacroix, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 19 mai 2010.

Lesdites procurations, signées ne varietur par les parties comparantes et le notaire, sont annexées au présent acte pour être déposées en même temps auprès des autorités d'enregistrement.

Les parties comparantes, agissant en leurs qualités susvisées, ont demandé au notaire instrumentant de promulguer l'acte constitutif d'une société en commandite par actions (S.C.A.), qualifiée de société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé (SICAV-FIS) qu'elles déclarent constituée entre elles et dont les statuts sont les suivants:

Chapitre I^{er} - Forme, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Dénomination et Forme. Il existe entre les actionnaires actuels et tous ceux qui deviendront à l'avenir propriétaires des actions, une société sous la forme d'une société en commandite par actions, qualifiée de société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la dénomination de «MENA Joint Investment Fund S.C.A., SICAV-SIF» (ci-après la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée limitée. Elle prendra fin le 31 décembre 2020, à moins que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ne modifie les présents statuts, afin d'étendre la durée vie de la Société, par décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée avec (i) un quorum de présence de cinquante pour cent (50%) des actions sur première convocation et, s'il n'est pas atteint, sans quorum de présence sur seconde convocation, (ii) l'approbation d'une majorité de soixante-quinze pour cent (75%) des votes valablement exprimés par les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée, et (iii) le consentement de l'Associé Gérant Commandité.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est le placement des fonds dont elle dispose en valeurs de toutes sortes, en organismes de placement collectif aussi bien que dans tous autres actifs autorisés par la Loi, et dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.

La Société peut prendre toute mesure et mener toutes les opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet conformément à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissements spécialisés (la «Loi du 13 février 2007»), telle que modifiée, complétée ou abrogée au fil du temps.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Windhof, Grand-Duché de Luxembourg. Des succursales, filiales et autres sièges peuvent être établis, soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par décision de l'Associé Gérant Commandité. Le siège social pourra être transféré dans la même commune sur simple décision de l'Associé Gérant Commandité.

Au cas où l'Associé Gérant Commandité estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale du siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera une société de droit luxembourgeois.

Chapitre II - Capital

Art. 5. Capital social. Le capital de la Société sera représenté par des actions sans valeur nominale, et sera à tout moment égal à la valeur totale de l'actif net de la Société. Le capital minimum de la Société ne pourra être inférieur au montant minimum requis par la Loi du 13 février 2007. Ce montant minimum devra être atteint dans une période de douze (12) mois suivant la date à laquelle la Société aura été agréée en tant que fonds d'investissement spécialisés de droit luxembourgeois.

Le capital social de la Société lors de sa constitution s'élève à cinquante mille Dollars américains (USD 50.000,-), représenté par (i) une (1) «Action de Commandité» («General Partner Share») sans valeur nominale, ayant une valeur comptable initiale de mille Dollars américains (USD 1.000,-), (ii) mille (1.000) «Actions de Participation» («Participating Shares») sans valeur nominale, ayant une valeur comptable initiale d'un Dollar américain (USD 1,-), et (iii) quarante-huit (48) «Actions d'Investisseur» («Investors Shares»), sans valeur nominale, ayant une valeur comptable initiale de mille Dollars américains (USD 1.000,-). A la constitution, chaque action a été entièrement libérée.

Les droits de distribution attachés à chacune de ces classes d'actions sont tels que décrits à l'article 26 ci-dessous.

Pour des raisons de consolidation des comptes, la devise de base de la Société sera la devise ayant cours légal aux États-Unis d'Amérique, à laquelle les présents statuts font référence par «Dollar américain» ou «USD».

Art. 6. Variation du capital social. Le capital social de la Société pourra varier, sans modification des statuts, en raison de l'émission d'actions nouvelles ou de rachat par la Société de ses actions.

Chapitre III - Actions

Art. 7. Formes des Actions. Les actions de la Société devront être émises sous forme nominative.

Toutes les actions de la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société, et ledit registre indiquera le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu tel qu'indiqué à la Société, le nombre d'actions nominatives qu'il détient et le montant des versements effectués.

La propriété de l'action nominative s'établit par l'inscription du nom de l'actionnaire dans le registre des actionnaires. L'Associé Gérant Commandité décidera si un certificat constatant cette inscription doit être délivré à l'actionnaire ou si celui-ci doit recevoir une confirmation écrite de sa qualité d'actionnaire.

Les certificats d'actions seront, le cas échéant, signés par l'Associé Gérant Commandité. Ces signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit en facsimile. La Société peut émettre des certificats provisoires dans les formes qui seront déterminées par l'Associé Gérant Commandité.

Tout actionnaire ayant droit à des actions nominatives fournira à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également inscrite dans le registre des actionnaires.

Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse à la Société, celle-ci peut permettre que mention en soit faite au registre des actionnaires et l'adresse de l'actionnaire sera réputée être au siège social de la Société, ou à toute autre adresse pouvant être inscrite dans le registre des actionnaires de la Société, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par l'actionnaire. Un actionnaire pourra, à tout moment, faire changer l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite envoyée à la Société, à son siège social, ou à toute autre adresse fixée en temps opportun par la Société.

Un duplicata peut être émis à la demande d'un actionnaire, dans le cas où celui-ci démontre à la Société que son certificat a été perdu, endommagé ou détruit, aux conditions et moyennant les garanties que la Société peut déterminer, y compris, notamment, sous forme d'une police d'assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie. Le nouveau certificat précisera qu'il s'agit d'un duplicata. Dès l'émission du nouveau certificat, le certificat original sera nul.

Les certificats endommagés peuvent être annulés par la Société et remplacés par de nouveaux certificats.

La Société peut, à son gré, mettre à la charge de l'actionnaire le coût d'un duplicata ou d'un nouveau certificat, ainsi que toutes les dépenses raisonnables encourues par la Société en raison de l'émission et de l'inscription du certificat de remplacement ou de l'annulation de l'ancien certificat.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si la propriété d'une ou de plusieurs action(s) est indivise ou litigieuse, toutes les personnes invoquant un droit sur celle(s)-ci devront désigner un seul mandataire qui représentera cette (ces) action(s) à l'égard de la Société. L'exercice de tous les droits attachés à cette (ces) action(s) sera suspendu jusqu'à la désignation de ce mandataire.

La Société peut décider d'émettre des fractions d'actions. Une fraction d'action ne confère pas le droit de vote mais donne droit à une fraction correspondante des actifs nets attribuables à la classe d'actions au pro rata.

Art. 8. Classes d'Actions. Les actions de la Société sont réservées aux investisseurs institutionnels, professionnels ou avertis au sens de la Loi du 13 février 2007 et la Société refusera d'émettre des actions dès lors que leur bénéfice économique pourrait revenir à des personnes ou des sociétés qui ne bénéficient pas de la qualité d'investisseur institutionnel, professionnel ou averti au sens de cette loi.

Chaque classe d'actions peut se distinguer des autres classes en raison de sa structure de frais, de l'investissement initial requis, de la devise dans laquelle est exprimée la valeur nette d'inventaire, ou de toute autre caractéristique.

Le capital social de la Société sera constitué des classes d'actions suivantes, sans valeur nominale:

(i) «Action de Commandité» ou «General Partner Share»: une action de direction, qui a été souscrite par l'Associé Gérant Commandité en sa qualité d'Associé Gérant Commandité de la Société;

(ii) «Actions de Participation» ou «Participating Shares»: une classe d'action particulière qui a été souscrite à la constitution de la Société, et qui confère le droit à l'actionnaire de recevoir un «Carried Interest» après le paiement du «Rendement Préférentiel» («Preferred Return», tel que défini à l'article 26 ci-dessous);

(iii) «Actions d'Investisseurs» ou «Investors Shares»: une classe d'actions ordinaires, qui seront souscrites par les associés commanditaires, et qui leur confère le droit de recevoir le «Rendement Préférentiel» et d'autres droits de distribution (tels que décrit à l'article 26 ci-dessous).

Art. 9. Émission d'actions. Sous réserve des dispositions de la Loi du 13 février 2007, l'Associé Gérant Commandité est autorisé à émettre à tout moment et sans limitation un nombre illimité d'actions nouvelles, sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre, à moins que ces émissions au sein d'une classe d'actions spécifique bénéficiant de droits de distribution particuliers (i.e. des Actions de Participation donnant droit au Carried Interest) ne risquent d'entraîner un effet de dilution important en défaveur des détenteurs existants de ces actions. Dans ce cas, aucune action supplémentaire de la classe en question ne pourra être émise sans attribuer de droit préférentiel de souscription en faveur des actionnaires existants et sans l'approbation des deux tiers des droits de vote attachés auxdites actions des actionnaires existants.

L'Associé Gérant Commandité peut restreindre la fréquence à laquelle les actions seront émises dans une classe d'actions; l'Associé Gérant Commandité peut, notamment, décider que les actions d'une certaine classe seront uniquement émises pendant une ou plusieurs période(s) déterminées ou selon toute autre périodicité prévue dans les documents d'émission de la Société.

Outre les restrictions concernant l'éligibilité des investisseurs prévues par la Loi du 13 février 2007, l'Associé Gérant Commandité peut déterminer toute autre condition de souscription tel qu'un montant minimum d'engagements, un montant minimum de la valeur nette d'inventaire totale des actions devant être initialement souscrites, un montant minimum d'actions supplémentaires devant être émises, l'application d'un paiement des intérêts moratoires sur les actions souscrites et non payées à échéance, des restrictions concernant la propriété des actions ou encore les montants minimaux de détention d'actions. Ces conditions supplémentaires seront exposées et entièrement décrites dans les documents d'émission de la Société.

Lorsque la Société propose des actions à la souscription, le prix par action offerte sera déterminé conformément aux règles et directives établies par l'Associé Gérant Commandité et reflétées dans les documents d'émission de la Société. Le prix ainsi déterminé sera exigible endéans une période prévue par l'Associé Gérant Commandité et indiquée dans les documents d'émission de la Société.

L'Associé Gérant Commandité peut déléguer à tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou autre mandataire dûment autorisé à cette fin, la charge d'accepter les souscriptions, de recevoir le paiement du prix des actions nouvelles à émettre et de délivrer à l'actionnaire toute confirmation écrite de cet actionariat.

Art. 10. Rachat. L'Associé Gérant Commandité déterminera si les actionnaires d'une classe d'actions spécifique sont ou non en droit d'exiger le rachat, par la Société, de l'ensemble ou d'une partie de leurs actions, et conformément aux conditions et procédures applicables contenues dans les documents d'émission de la Société, dans les limites prescrites par la Loi et prévues dans les présents statuts.

La Société pourra procéder au rachat d'actions lorsque l'Associé Gérant Commandité estime qu'un tel rachat est dans les meilleurs intérêts de la Société.

La Société ne procédera pas au rachat des actions si, à la suite d'un tel rachat, les actifs nets de la Société venaient à tomber sous le seuil de capital minimum prévu par la Loi du 13 février 2007.

Le Prix de Rachat sera déterminé conformément aux règles et directives établies par l'Associé Gérant Commandité et reflétées dans les documents d'émission de la Société. Le prix ainsi déterminé sera exigible endéans une période prévue par l'Associé Gérant Commandité et indiquée dans les documents d'émission de la Société.

Les actions pourront être rachetées proportionnellement par les actionnaires existants, par exemple (i) afin de distribuer aux actionnaires le produit net d'investissement d'un actif cédé par la Société, nonobstant toute autre distribution conformément à l'article 26 ci-dessous, (ii) si la valeur des actifs de la Société a baissé jusqu'à un montant déterminé par l'Associé Gérant Commandité comme étant un niveau minimum permettant à la Société de fonctionner d'une manière économiquement efficace ou, (iii) s'il y a eu un changement défavorable de la situation économique ou politique.

Par ailleurs, les actions pourront être obligatoirement rachetées, conformément à l'article 13 «Restriction à la propriété des actions» des présentes.

La Société aura le droit, si l'Associé Gérant Commandité en décide ainsi, de satisfaire au paiement du Prix de Rachat en nature, à tout actionnaire qui aura donné son accord, en attribuant à cet actionnaire des investissements provenant de la masse des actifs de la Société égaux à la valeur des actions à racheter. La nature et le type d'actif à transférer dans ce cas seront déterminés sur une base juste et raisonnable, sans porter préjudice aux intérêts des autres actionnaires de la Société et l'évaluation utilisée sera confirmée par un rapport spécial d'un réviseur d'entreprises indépendant établi au Luxembourg. Les frais de chaque transfert seront supportés par la Société.

Art. 11. Transfert d'actions. Lorsque, en vertu de son contrat de souscription ou pour un autre motif, un actionnaire ne s'est pas entièrement acquitté de ses obligations vis-à-vis de la Société, les actions détenues par ledit actionnaire ne peuvent être transférées, données en gage ou attribuées qu'avec le consentement écrit de l'Associé Gérant Commandité, lequel consentement ne pourra être refusé sans motif raisonnable. Dans cette hypothèse, tout transfert ou attribution d'actions ordinaires n'est par ailleurs possible que si l'acheteur ou le cessionnaire assume complètement par écrit, préalablement au transfert ou à l'attribution, toutes les obligations restantes du vendeur en vertu du contrat de souscription conclu avec le vendeur ou pour un autre motif.

Art. 12. Conversion. Les actionnaires ne sont pas en droit d'exiger la conversion de tout ou partie de leurs actions de toute classe en actions d'autres classes existantes.

Art. 13. Restriction à la propriété des actions. L'Associé Gérant Commandité peut restreindre ou empêcher la détention des actions de la Société par toute personne physique ou morale, si, selon l'avis de l'Associé Gérant Commandité, une telle détention viole les lois du Grand-Duché de Luxembourg ou de tout autre pays, ou s'il peut en résulter que la Société soit soumise à une fiscalité autre que luxembourgeoise ou si elle peut autrement porter préjudice à la Société.

Dans une telle situation, l'Associé Gérant Commandité peut:

a) refuser l'émission de toute action et l'enregistrement de tout transfert d'actions si cette émission ou ce transfert est susceptible ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété de ces actions à une personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions dans la Société;

b) procéder au rachat forcé de l'ensemble des actions s'il apparaît qu'une personne, qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société, seule ou avec d'autres personnes, est propriétaire d'actions de la Société, ou procéder au rachat forcé d'une partie des actions s'il apparaît qu'une personne détient ou que plusieurs personnes détiennent des actions de la Société d'une manière telle que cela soit ou puisse causer un préjudice à la Société. La procédure suivante devra être appliquée:

1. L'Associé Gérant Commandité devra envoyer un avis (appelé ci-après l'«Avis de Rachat») à l'investisseur concerné possédant les actions à racheter; l'Avis de Rachat devra préciser les actions à racheter, le Prix de Rachat qui sera payé, la date de rachat et le lieu où ce prix devra être payé. L'Avis de Rachat sera envoyé à l'investisseur par lettre recommandée à sa dernière adresse connue. L'investisseur en question sera obligé de remettre à la Société, à la date de rachat, le ou les certificats, s'il y en a, représentant les actions à racheter mentionnées dans l'Avis de Rachat. Immédiatement après la fermeture des bureaux au jour précisé dans l'Avis de Rachat, l'investisseur cessera d'être propriétaire des actions mentionnées dans l'Avis de Rachat et les certificats représentatifs de ces actions seront déclarés nuls et non avenus dans les registres comptables et juridiques de la Société;

2. Le prix auquel les actions spécifiées dans l'Avis de Rachat seront rachetées (le «Prix de Rachat») devra être déterminé conformément aux règles établies par l'Associé Gérant Commandité et reflétées dans les documents d'émission de la Société. Le Prix de Rachat ne sera exigible qu'à la clôture de la liquidation de la Société.

Plus particulièrement, l'Associé Gérant Commandité peut restreindre ou empêcher la détention d'actions dans la Société par tout Ressortissant des États-Unis à moins qu'une telle détention ne soit conforme aux lois et règlements applicables des États-Unis d'Amérique. Le terme de «Ressortissant des États-Unis» signifie tout individu citoyen ou résident des États-Unis d'Amérique ou d'un des territoires, possessions ou régions sous leur juridiction, ou toute autre société, association ou entité constituée conformément aux ou régie par les lois des États-Unis d'Amérique ou toute personne considérée comme Ressortissant des États-Unis d'Amérique en vertu du droit des États-Unis d'Amérique applicable en la matière.

Art. 14. Calcul de la valeur nette d'inventaire. La valeur nette d'inventaire des actions de la Société, sera déterminée au moins une fois par an et exprimée dans la ou les devise(s) fixée(s) par l'Associé Gérant Commandité. L'Associé Gérant Commandité fixe les jours auxquels la valeur des actifs de la Société sera déterminée (chacun, un «Jour d'Évaluation») et les modalités selon lesquelles la valeur nette d'inventaire par action est rendue publique, conformément à la législation en vigueur.

I. Les actifs de la Société comprennent:

- toutes les liquidités en caisse ou détenues sur des comptes, y compris les intérêts courus et à recevoir;
- tous les effets, billets à ordre exigibles et créances, y compris le produit des ventes de titres toujours en suspens;
- tous les titres, actions, obligations, effets à terme, actions privilégiées, options ou droits de souscription, warrants, instruments du marché monétaire et tout autre investissement et titre négociable;
- tous les dividendes et distributions payables à la Société, soit en liquidités, soit sous la forme d'actions (la Société peut néanmoins effectuer des ajustements afin de tenir compte des fluctuations de la valeur des titres négociables résultant de pratiques telles que les négociations ex-dividende ou ex-droit);
- tous les intérêts courus et à recevoir sur tous les titres productifs d'intérêts, à moins que ces intérêts soient inclus dans le principal de ces titres;
- les coûts d'établissement de la Société, pour autant que ceux-ci n'aient pas encore été amortis;
- les autres actifs immobiliers de la Société, y compris les locaux, l'équipement et les installations fixes requis;
- tous les autres avoirs, quelle que soit leur nature, y compris le produit d'opérations sur swaps et les paiements anticipés.

II. Les engagements de la Société comprennent:

- tous les emprunts, effets exigibles, billets à ordre et dettes comptables;
- tous les engagements connus échus ou non, y compris les obligations contractuelles arrivées à échéance, incluant les paiements réalisés en espèces ou sous la forme d'actifs, y compris le montant de tous les dividendes déclarés par la Société mais non encore payés;
- les provisions pour tout impôt dû en date du Jour d'Évaluation ainsi que toute autre provision autorisée ou approuvée par l'Associé Gérant Commandité;
- tous les autres engagements de la Société quelle que soit leur nature, à l'exception des engagements représentés par des actions de la Société. Pour déterminer le montant de ces engagements, la Société tiendra compte de l'ensemble des frais à charge de la Société; ces frais peuvent notamment comprendre, sans que cette énumération soit pour autant limitative: les frais de constitution; la rémunération / les honoraires des personnes suivantes, ainsi que tous frais afférents: le(s) gestionnaire(s) et conseiller(s) en investissement de la Société, les experts-comptables, la banque dépositaire et ses correspondants bancaires, les agents de registre et de transfert, les agents payeurs, les courtiers, distributeurs, agents

permanents aux lieux d'enregistrement ainsi que les réviseurs d'entreprises de la Société; agents administratif et domiciliaire, les frais de promotion, d'impression, de compte-rendu, de publication (y compris la promotion ou l'élaboration et l'impression des documents d'émission de la Société, mémoires explicatifs, déclarations d'enregistrement, rapports financiers), ainsi que tous les frais de fonctionnement connexes; les frais d'acquisition et de vente des actifs (frais et transaction); les intérêts et frais bancaires, ainsi que les impôts et autres charges gouvernementales.

La Société peut calculer les frais administratifs et autres frais de nature récurrente ou régulière sur la base d'un chiffre estimé pour une année ou d'autres périodes anticipées et peut fixer d'avance des frais proportionnels pour toute période de ce type.

III. La valeur des actifs de la Société est déterminée comme suit:

- la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des billets d'escompte, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance tels que susmentionnés mais non encore encaissés, consistera dans la valeur nominale de ces avoirs. S'il s'avère toutefois improbable que cette valeur puisse être intégralement payée ou reçue, la valeur sera déterminée en retranchant un montant que l'Associé Gérant Commandité estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs;

- l'évaluation des avoirs de la Société se base, pour les valeurs mobilières, les instruments du marché monétaire ou les produits dérivés admis à une cote officielle ou négociés sur un autre marché réglementé, sur le dernier cours disponible sur le marché principal sur lequel ces valeurs, ces instruments monétaires ou ces dérivés sont négociés, tel que fourni par un service de cotation reconnu approuvé par l'Associé Gérant Commandité. Si ce cours n'est pas représentatif d'une juste valeur, l'évaluation de ces valeurs immobilières, instruments monétaires ou dérivés et autres avoirs autorisés pourront être évalués sur leur valeur probable de réalisation, estimée de bonne foi par et sous la direction de l'Associé Gérant Commandité;

- l'évaluation des titres et instruments monétaires non cotés ou négociés sur un marché réglementé se fonde sur la valeur probable de réalisation du titre, estimée de bonne foi sous la direction de l'Associé Gérant Commandité;

- les investissements dans des titres de capital à risque seront évalués à leur juste valeur sous la direction de l'Associé Gérant Commandité conformément aux normes professionnelles appropriées, telles que les directives d'évaluation («International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines») en vigueur à la date applicable (les «Principes d'Évaluation»), tel que précisé dans les documents d'émission de la Société;

- l'évaluation des dérivés négociés de gré à gré (OTC), tels que les futures, les forwards et les options non négociés en bourse ou sur d'autres marchés réglementés, se base sur leur valeur nette de liquidation déterminée conformément aux politiques établies par l'Associé Gérant Commandité, sur la base de modèles financiers reconnus sur le marché et de façon similaire pour toutes les catégories de contrats. La valeur nette de liquidation d'une position dérivée correspond au bénéfice net/à la perte nette non réalisé(e) sur la position en question;

- l'évaluation d'autres avoirs se fait avec prudence et de bonne foi sous la direction de l'Associé Gérant Commandité, conformément aux principes et procédures d'évaluation appropriés.

L'Associé Gérant Commandité peut, à sa discrétion, permettre d'utiliser d'autres méthodes d'évaluation s'il estime que de telles évaluations reflètent mieux la valeur réelle d'un avoir de la Société.

La juste valeur d'un actif sera déterminée, si nécessaire, par l'Associé Gérant Commandité, ou par un comité nommé par l'Associé Gérant Commandité, ou par une personne désignée par l'Associé Gérant Commandité.

Toutes les règles seront interprétées et les évaluations effectuées conformément aux principes d'évaluation/de comptabilité précisés dans les documents d'émission de la Société.

Des provisions adéquates seront réalisées pour les dépenses encourues par la Société et il sera tenu compte des engagements hors-bilan sur base de critères justes et prudents.

Pour chaque classe d'actions, la valeur nette d'inventaire par action sera calculée dans la devise de référence eu égard à chaque Jour d'Évaluation en divisant les avoirs nets attribuables à une classe d'actions concernée (constitués des avoirs de cette classe d'actions diminués des engagements qui sont attribuables à cette classe) par le nombre d'actions émises et en circulation pour la classe d'actions concernée; les actifs et engagements libellés dans des devises étrangères seront convertis dans la devise de référence, sur la base du taux de change approprié.

Art. 15. Suspension du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire. L'Associé Gérant Commandité peut suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire dans les cas suivants:

- lorsque les bourses ou les marchés fournissant les cotations pour une part significative des actifs sont fermés, ou que les transactions y sont soit suspendues, soit soumises à restrictions ou impossibles à exécuter dans les quantités permettant d'établir des justes prix;

- lorsque les moyens de communication ou de calcul normalement utilisés pour déterminer la valeur des actifs sont indisponibles, ou lorsque pour une raison quelconque la valeur d'un investissement ne peut pas être déterminée avec la rapidité et l'exactitude nécessaires;

- lorsque des restrictions de change ou de transfert de capitaux empêchent l'exécution des transactions ou lorsque les transactions d'achat ou de vente ne peuvent pas être exécutées à des taux de change normaux;

- lorsque, en raison de facteurs qui relèvent, entre autres, de la situation politique, économique, militaire ou monétaire, ou en cas de force majeure, la Société est dans l'impossibilité d'assurer la gestion courante de ses actifs et engagements et de déterminer la valeur nette d'inventaire d'une manière normale ou raisonnable;

- lorsque, pour toute autre raison, le prix de tout investissement substantiel ne peut pas être déterminé rapidement ou avec précision; et

- lorsque la Société est en train d'établir la parité d'échange dans le cadre d'une opération de fusion, apport d'actif, scission ou toute opération de restructuration.

La suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire devra être notifiée aux personnes concernées par tous les moyens pouvant être raisonnablement mis en œuvre par la Société, à moins que l'Associé Gérant Commandité estime la publication inutile compte tenu de la courte durée de la période de suspension.

Chapitre IV - Administration et Gestion de la société

Art. 16. Associé Gérant Commandité. La Société sera gérée par «MENA Joint Investment Fund Management S.A.» en sa qualité d'Associé Gérant Commandité de la Société, une société constituée selon le droit luxembourgeois (l'«Associé Gérant Commandité»).

L'Associé Gérant Commandité est conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être payées au moyen des actifs de la Société.

En cas d'incapacité juridique, de liquidation, de révocation ou de toute autre situation permanente empêchant l'Associé Gérant Commandité d'agir en sa qualité d'associé gérant commandité de la Société, la Société ne sera pas immédiatement dissoute et liquidée, dès lors qu'un administrateur, qui ne doit pas nécessairement être un actionnaire, est nommé afin de prendre toutes les mesures urgentes ou de simple gestion administrative, jusqu'à ce que soit tenue une assemblée générale des actionnaires, que cet administrateur doit convoquer dans les quinze (15) jours de sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires ont la faculté de nommer un remplaçant de l'Associé Gérant Commandité par décision adoptée conformément aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des présents statuts. A défaut d'une telle nomination, la Société sera dissoute et liquidée.

La nomination d'un nouvel associé gérant commandité n'est pas subordonnée à l'approbation de l'Associé Gérant Commandité.

Art. 17. Pouvoirs de l'Associé Gérant Commandité. L'Associé Gérant Commandité, appliquant le principe de la répartition des risques, déterminera les politiques et stratégies d'investissement de la Société, et les lignes de conduite à suivre dans la gestion de la Société, tel que précisé dans les documents d'émission de la Société, conformément à la législation en vigueur.

La Société est autorisée à employer des techniques et des instruments dans les mesures permises par la Loi dans l'objectif d'une gestion efficace du portefeuille.

L'Associé Gérant Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes de disposition et d'administration compatibles avec l'objet de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence de l'Associé Gérant Commandité.

L'Associé Gérant Commandité peut nommer des comités, des conseillers en investissement et des directeurs, ainsi que tout autre agent de direction ou agents administratifs. L'Associé Gérant Commandité peut contracter avec des personnes ou des sociétés pour obtenir leurs services, leur déléguer ses pouvoirs et déterminer leur rémunération qui sera prise en charge par la Société.

Art. 18. Représentation de la société. La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de l'Associé Gérant Commandité ou par la signature unique ou conjointe de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir de signature aura été délégué par l'Associé Gérant Commandité.

Art. 19. Révocation de l'Associé Gérant Commandité. L'Associé Gérant Commandité ne peut, en aucun cas, être révoqué par la Société et remplacé par un autre associé gérant commandité, excepté dans les circonstances et sous les conditions suivantes:

(A) («Révocation Avec Motif») par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société prise avec une majorité d'au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées par les actionnaires présents et représentés à cette assemblée, avec un quorum de cinquante pour cent (50%) (un «Consentement Qualifié des Actionnaires»), lors de la survenance de l'un des événements suivants:

(i) tout engagement pris ou déclaration faite par l'Associé Gérant Commandité dans la documentation de souscription et/ou le pacte d'actionnaires, ou dans tout autre document écrit est intentionnellement faux en ses aspects matériels à la date dudit document;

(ii) l'Associé Gérant Commandité a commis une négligence grave, une fraude ou une faute intentionnelle ou a fait preuve d'une grande imprudence dans la gestion des affaires de la Société;

(iii) l'Associé Gérant Commandité a commis une violation de ses obligations à l'égard de la Société (telles qu'établies dans les présentes, dans la documentation de souscription et/ou le pacte d'actionnaires), dans le cas où cette violation

étant susceptible d'être réparée, il n'y a pas été remédié dans les soixante (60) jours ouvrables – cette notion étant définie comme tout jour ouvrable au Luxembourg, au Caire et à New York – (ou, conformément aux documents d'émission de la Société, une période plus longue dans une mesure raisonnable, dans tous les cas n'excédant pas quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables) de la réception par l'Associé Gérant Commandité d'une notification écrite d'une telle violation, identifiant et explicitant tous les détails de la violation invoquée;

(iv) l'Associé Gérant Commandité ou Citadel Capital S.A.E. ont commis un délit impliquant un acte frauduleux et/ou de la malhonnêteté financière;

(v) l'Associé Gérant Commandité ou Citadel Capital S.A.E. fait l'objet d'une ordonnance judiciaire ou toute procédure, volontaire ou involontaire, soumise à une quelconque loi de faillite ou d'insolvabilité, ou fait l'objet d'une procédure visant sa dissolution ou sa liquidation ou s'est vu nommer un administrateur judiciaire pour ses avoirs ou une part substantielle de ceux-ci, ou est autrement empêché, de manière permanente, de se livrer à une activité de gestion de fonds; ou

(vi) la survenance d'un changement de contrôle («Change of Control Event», tel que défini dans les documents d'émission de la société).

(B) («Révocation Sans Motif») à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société statuant à une majorité d'au moins soixante-quinze pour cent (75%) des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés à une telle assemblée des actionnaires avec un quorum de soixante-quinze pour cent (75%) à la première assemblée appelée à statuer sur une telle décision ou, si ce quorum n'est pas atteint à la première assemblée appelée, avec un quorum de cinquante pour cent (50%) pour toute assemblée suivante appelée à statuer sur une telle décision («Consentement Spécial des Actionnaires»).

(C) si l'Associé Gérant Commandité ne parvient pas à remplacer une personne clef («Key Person») dans les cent vingt (120) jours d'un événement impliquant une personne clef («Key Person Event», tels que ces termes sont définis dans les documents d'émission de la Société), par décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée par Consentement Spécial des Actionnaires (une telle révocation étant réputée une Révocation Avec Motif pour toute autre considération que les conditions de majorité auxquelles la décision doit être adoptée).

Dans chacun des cas (A), (B) et (C) ci-dessus, les décisions des assemblées générales des actionnaires sont valablement adoptées sans le vote favorable de l'Associé Gérant Commandité.

L'assemblée générale des actionnaires doit se réunir sur convocation de l'Associé Gérant Commandité ou à la requête des actionnaires représentant au minimum dix pour cent (10%) du capital de la Société.

Concernant les Actions de Participation en circulation à la date d'un tel remplacement de l'Associé Gérant Commandité, les conséquences suivantes découleront d'une telle décision de remplacement de l'assemblée générale des actionnaires:

(i) dans l'hypothèse d'une Révocation Avec Motif, l'Associé Gérant Commandité et ses affiliés ou leurs représentants respectifs doivent automatiquement renoncer à leurs droits à un «Carried Interest» et la Société doit promptement racheter toutes les Actions de Participation à un prix, payable à l'Associé Gérant Commandité sortant, égal au prix de souscription payé lors de la souscription de ces actions (afin d'éviter toute confusion, la Société peut ensuite émettre de nouvelles Actions de Participation à l'associé gérant commandité remplaçant);

(ii) dans l'hypothèse d'une Révocation Sans Motif, la Société aura le choix, à exercer par l'assemblée générale des actionnaires agissant par Consentement Spécial des Actionnaires, de racheter toutes les Actions de Participation en échange de billets à ordre non porteurs d'intérêts émis par la Société (les «Billets à Ordre de Révocation») donnant droit à leur porteur à recevoir une part du Carried Interest payable par ailleurs aux détenteurs d'Actions de Participation en vertu de l'article 26, calculé comme suit (la «Part de l'AGC Révoqué», «Removed GP Portion»):

(A) La Part de l'AGC Révoqué équivaudra à quatre-vingts pour cent (80%) des Disposition Proceeds et Income Proceeds (tels que ces termes sont définis à l'article 26) qui auraient été réalisés et distribués aux détenteurs d'Actions de Participation comme Carried Interest si la Société était liquidée et le Carried Interest distribué à la date d'effectivité de la Révocation Sans Motif.

(B) Ces sommes hypothétiquement distribuables et le Carried Interest devront être déterminés par un évaluateur indépendant choisi conformément avec les documents d'émission de la Société, cet évaluateur indépendant devant être (1) un représentant du service d'évaluation de la société d'audit comptable internationalement reconnue indiquée par le comité consultatif de la Société (tel que décrit dans les documents d'émission de la Société) ou (2) tout autre expert indépendant qualifié indiqué par le comité consultatif de la Société et raisonnablement acceptable par l'Associé Gérant Commandité. L'évaluateur indépendant devra rendre dans les quatre-vingt-dix (90) jours une évaluation des actifs nets de la Société conformément aux Principes d'Évaluation, et un calcul du Carried Interest qui serait payable aux détenteurs d'Actions de Participation si la Société était liquidée à la date d'effectivité de la révocation. La Société et l'Associé Gérant Commandité devront faire tous les efforts raisonnables pour s'assurer que l'évaluateur indépendant soit en mesure de rendre son évaluation et son calcul dans cette période de quatre-vingt-dix jours. Les déterminations de l'évaluateur indépendant, agissant comme expert et non comme arbitre, seront définitifs et obligatoires pour la Société, l'Associé gérant Commandité et ses affiliés, et les actionnaires en l'absence d'erreur manifeste.

(C) Les Billets à Ordre de Révocation seront émis en échange des Actions de Participation à ou aux environs de la date de rachat et stipuleront que les paiements des Billets à Ordre de Révocation seront déduits du Carried Interest par ailleurs payable aux détenteurs des nouvelles Actions de Participation en vertu de l'article 26 jusqu'à ce que ces billets

soient entièrement payés (après quoi le Carried Interest sera payé aux détenteurs des nouvelles Actions de Participation émises par la Société). Lors de l'émission des Billets à Ordre de Révocation, la Société pourra émettre de nouvelles Actions de Participation à l'associé gérant commandité remplaçant ou son représentant, lesquelles ne donneront droit à leurs détenteurs au paiement du Carried Interest qu'après déduction des sommes payables aux porteurs de Billets à Ordre de Révocation.

(D) Afin d'éviter toute confusion, les obligations de paiement de la Société eu égard aux Billets à Ordre de Révocation et aux nouvelles Actions de Participation émises à l'associé gérant commandité remplaçant ne devront, en aucun cas, excéder le montant total du Carried interest payable en vertu de l'article 26.

Art. 20. Responsabilité. Les détenteurs d'Actions d'Investisseurs et d'Actions de Participation, à l'exception de l'Associé Gérant Commandité en qualité de détenteur de l'Action de Commandité, s'abstiendront d'agir au nom de la Société de quelque manière ou en quelque capacité que ce soit, si ce n'est en exerçant leurs droits d'actionnaires lors des assemblées générales, et ne seront engagés que dans la limite de leurs apports à la Société.

Art. 21. Conflits d'intérêts. Sans préjudice des procédures d'approbation des transactions impliquant des conflits d'intérêts, telles que décrites dans les documents d'émission de la Société:

(a) aucun contrat ni aucune transaction entre la Société et toute autre société ou entreprise, ne pourront être affectés ou invalidés du fait que l'Associé Gérant Commandité, ou un ou plusieurs directeur(s), administrateur(s) et/ou fondé(s) de pouvoir de l'Associé Gérant Commandité a un intérêt dans, ou est un administrateur, collaborateur, fondé de pouvoir ou employé de cette autre société ou entreprise;

(b) tout directeur, administrateur ou fondé de pouvoir de l'Associé Gérant Commandité agissant comme directeur, administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société conclut un contrat ou entre en relation, ne pourra pas, en raison d'un tel lien avec telle autre société ou entreprise, être empêché d'examiner et de voter ou d'agir sur les sujets en lien avec un tel contrat ou une telle affaire.

Art. 22. Indemnisation. L'Associé Gérant Commandité et chaque agent, gérant, actionnaire, associé gérant commandité, associé, membre, employé ou personne contrôlant l'Associé Gérant Commandité (les «Personnes Indemnisées») pourront être dédommagés et avoir droit à indemnisation, dans toute la mesure permise par la Loi par la Société, pour toute perte, responsabilité, action, plainte, poursuite, réclamation, coût, demande, dommage ou dépense, (y compris des honoraires d'avocat et des dépenses et frais d'investigation raisonnables), encourus ou subis en raison de toute acte commis ou omis par la Personne Indemnisée, si toutefois telle action a été commise ou omise (i) en toute bonne foi and selon la croyance raisonnable qu'une telle action ou omission était dans ou n'était pas contraire aux meilleurs intérêts de la Société ou (ii) en toute bonne foi et conformément aux conseils d'un avocat; cependant, une telle personne ne pourra être ainsi indemnisée eu égard à tout fait résultant d'actes ou omissions de la part d'une telle Personne Indemnisée constituant une négligence grave, une mauvaise gestion délibérée ou imprudente, un mépris intentionnel ou imprudent de ses obligations et devoirs envers la Société, d'une fraude, d'une violation matérielle délibérée des documents constitutifs de la Société, ou de toute disposition des contrats de prestation de services correspondant par l'Associé Gérant Commandité, de la commission d'un délit ou d'un crime, de la violation d'une obligation fiduciaire ou de toute autre violation soumise à toute disposition réglementaire ou établie selon le droit applicable et auxquels la Personne Indemnisée est assujettie.

Chapitre V - Assemblées générales

Art. 23. Assemblées Générales des Actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, réaliser ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société, étant entendu que chaque décision de l'assemblée générale modifiant les statuts ou créant des droits ou des obligations vis-à-vis des tiers doit être approuvée par l'Associé Gérant Commandité, conformément aux dispositions des présents statuts.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, soit au siège social de la Société soit en un autre lieu au Luxembourg, précisé dans la convocation à l'assemblée générale annuelle, à 11 heures (heure de Luxembourg) le premier mardi du mois de juin. Si ce jour n'est pas un jour bancaire ouvrable au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale peut se tenir à l'étranger si l'Associé Gérant Commandité le décide souverainement, si des circonstances exceptionnelles le nécessitent.

D'autres assemblées générales des actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation.

Les assemblées générales des actionnaires seront convoquées par l'Associé Gérant Commandité, conformément à un avis indiquant l'ordre du jour et envoyé à chaque actionnaire par lettre recommandée, au moins vingt-et-un (21) jours avant l'assemblée, à l'adresse figurant sur le registre des actionnaires. La délivrance de cet avis aux actionnaires nominatifs ne doit pas être justifiée à l'assemblée.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, les assemblées générales peuvent avoir lieu sans convocation.

L'Associé Gérant Commandité peut raisonnablement déterminer toute autre condition à satisfaire par les actionnaires pour assister à l'assemblée générale des actionnaires.

Chaque action, quelle que soit sa valeur, confère un droit de vote. Les fractions d'actions ne permettent pas l'exercice du droit de vote.

Les actionnaires peuvent prendre part aux assemblées par écrit, par facsimile, télégramme, ou télex ou en désignant une personne pour les représenter.

Tout actionnaire participant à une assemblée générale des actionnaire par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen de télécommunication lui permettant d'être identifié, et permettant à toutes les personnes prenant part à l'assemblée de s'entendre l'une l'autre de manière continue, et de participer effectivement à l'assemblée, est réputé être présent pour le calcul des quorum et majorité.

Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires par le biais d'un formulaire de vote signé, envoyé par courrier, facsimile, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse mentionnée dans l'avis de convocation. Les actionnaires peuvent seulement utiliser les formulaires de vote fournis par la Société contenant au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de cette assemblée, les propositions soumises au vote de l'assemblée ainsi que, pour chaque proposition, trois cases permettant à l'actionnaire de voter pour ou contre la décision, ou encore de s'abstenir de voter, en cochant la case appropriée d'une croix. La Société prendra seulement en compte les formulaires de vote reçus avant le déroulement de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils font référence.

Sauf stipulation contraire des présents statuts, les exigences en termes de participation, de quorum et de majorité à chaque assemblée générale sont celles posées aux articles 67 et 67-1 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

A moins qu'il n'en soit autrement stipulé dans les présents statuts, toute décision de l'assemblée des actionnaires visant à modifier les présents statuts, y compris toute décision adoptée à une seconde assemblée générale convoquée suite à une première assemblée n'ayant pas réuni le quorum, doit être approuvée avec (i) un quorum minimum de cinquante pour cent (50%) des actions émises par la Société, (ii) une majorité d'au moins soixante-quinze pour cent (75%) des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et (iii) le consentement de l'Associé Gérant Commandité.

Conformément à l'article 68 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, toute décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société modifiant les droits des actionnaires de toute classe par rapport aux droits des détenteurs d'actions de toute autre classe(s) fera également l'objet d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la (des) classe(s) concernée(s). Pour être valables, les décisions doivent être prises conformément aux exigences de quorum et de majorité précisées dans les présentes, eu égard à chaque classe(s) concernée(s).

Art. 24. Assemblées Générales des Actionnaires des Classes d'Actions. Les dispositions de l'article 23 s'appliqueront mutatis mutandis à de telles assemblées générales.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires d'une classe d'actions sont prises à une majorité de cinquante pour cent (50%) plus une (1) des voix des actionnaires présents ou représentés.

Chapitre VI - Comptes annuels

Art. 25. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre. Le premier exercice social se terminera le 31 décembre 2010.

La Société publiera un rapport annuel conformément à la législation en vigueur.

Art. 26. Distributions. Les Produits de Disposition. Sous réserve des stipulations du présent article 26, tous les produits découlant de la vente, l'échange, la recapitalisation ou autre disposition de tout ou partie d'un investissement, reçus par ou pour le compte de la Société en relation avec chaque investissement, qui excèdent les montants nécessaires, selon l'avis de bonne foi de l'Associé Gérant Commandité, pour payer les frais de la Société («Company Expenses») et maintenir les réserves autorisées («Permitted Reserves») (tels que ces termes sont définis dans les documents d'émission de la société) (les «Produits de Disposition», «Disposition Proceeds») seront, sous réserve d'éventuels réinvestissements (tel que décrit plus avant dans les documents d'émission de la Société), distribués dans les trente (30) jours de leur perception, dans chaque cas, dans l'ordre de priorité suivant:

(a) en premier lieu, à chaque détenteur d'Actions d'Investisseurs, au pro rata de sa participation en Actions d'Investisseurs par rapport au nombre total d'Actions d'Investisseurs alors en circulation, jusqu'à ce que chacun ait respectivement reçu un montant égal (i) à sa contribution totale au capital de la Société à la date où une telle distribution est effectuée, et (ii) à un rendement préférentiel de douze pour cent (12%) par an (composés annuellement à termes échus sur la base d'une année de 365 jours) sur la somme de ses contributions au capital de la Société depuis la date à laquelle chaque contribution au capital de la Société a été effectuée jusqu'à la date à laquelle cette contribution a été remboursée (le «Rendement Préférentiel», «Preferred Return»);

(b) deuxièmement, à chaque détenteur d'Actions de Participation, au pro rata de leur participation en Actions de Participation par rapport au nombre total d'Actions de Participation alors en circulation, jusqu'à ce que chacun ait respectivement reçu un montant égal au prix de souscription des Actions de Participation plus vingt-cinq pour cent (25%) de la somme des distributions effectuées en vertu du point (a)(ii) ci dessus; et

(c) troisièmement, (i) quatre-vingt pour cent (80%) de toutes autres distributions seront distribués aux détenteurs d'Actions d'Investisseurs, au pro rata de leur participation en Actions d'Investisseurs par rapport au nombre total d'Actions d'Investisseurs alors en circulation, et (ii) les vingt pour cent (20%) restants seront distribués aux détenteurs d'Actions de Participation au pro rata de leur participation en Actions de Participation par rapport au nombre total d'Actions de Participation alors en circulation (les droits aux distributions s'attachant aux Actions de Participation en vertu des points (b) et (c)(ii) ci-dessus, le «Carried Interest»)

La Société peut réinvestir les Produits de Disposition résultant de la disposition de tout ou partie des investissements, pour un montant n'excédant pas le coût nominal de ces investissements, dans de nouvelles opportunités d'investissement dès lors que leur réalisation attendue se situe pendant la durée de vie de la Société. Aucun frais de gestion ne devra être prélevé sur ces montants réinvestis.

Les Produits des Revenus. Tous les dividendes, frais, intérêts et toute autre rentrée d'argent autre que les Produits de Disposition reçus par la Société en relation avec les investissements ou les instruments du marché monétaire (les «Produits des Revenus», «Income Proceeds») seront distribués dans les trente (30) jours de leur réception. Tous les Produits des Revenus découlant des instruments du marché monétaire («Money Market Instruments», tel que ce terme est défini dans les documents d'émission de la Société) reçus par la Société ou pour le compte de la Société seront distribués semestriellement, étant toutefois entendu que l'Associé Gérant Commandité pourra conserver, jusqu'à la fin de chaque année fiscale, ces Produits des Revenus si leur montant global est inférieur à deux millions de Dollars américains (USD 2.000.000,-). Toutes les distributions de Produits des Revenus seront faites entre tous les actionnaires en proportion de leurs intérêts respectifs dans la Société conformément au mécanisme de distribution décrit ci-dessus.

Les distributions peuvent être effectuées par le biais de dividendes annuels ainsi que de dividendes provisoires, dans la mesure du possible, ainsi que par le rachat des actions ou la distribution du boni de liquidation, le cas échéant.

Les paiements des distributions aux détenteurs d'actions nominatives seront effectués à ces actionnaires aux adresses inscrites dans le registre des actionnaires.

Les distributions pourront être versées dans la devise, en temps et lieu tels que déterminés en temps opportun par l'Associé Gérant Commandité.

Toute distribution de dividendes non réclamée dans les cinq (5) ans de sa déclaration sera réputée abandonnée et reviendra à la (ou aux) classe(s) d'actions émises par la Société.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés par la Société et conservés par celle-ci à la disposition des bénéficiaires.

Art. 27. Récupération («Clawback»). Dans les cinq (5) jours de la date de dissolution de la Société et à la date de clôture de la liquidation de la Société, l'Associé Gérant Commandité payera à chaque détenteur d'Actions d'Investisseurs un montant égal au plus important: (i) du montant, le cas échéant, par lequel la somme des distributions versées à chaque détenteur d'Actions d'Investisseurs est inférieure à la somme de ses contributions au capital de la Société augmentée du Rendement Préférentiel, et (ii) de leur part, au pro rata de leur participation au capital de la Société par rapport à la participation globale au capital de la Société de tous les actionnaires, du montant, le cas échéant, par lequel les détenteurs d'Actions de Participation ont reçu des distributions cumulées excédant les montants distribuables aux détenteurs d'Actions de Participation en vertu du mécanisme de distribution exposé ci-dessus, sur une base globale comprenant toutes les transactions / tous les investissements de la Société. En aucun cas il sera exigé de l'Associé Gérant Commandité de payer, globalement, en vertu de cet article un montant qui excède les distributions cumulées, le cas échéant, reçues par les détenteurs d'Actions de Participation en tant que Carried Interest (auquel cas les paiements dus aux détenteurs d'Actions d'Investisseurs seront réduits au pro rata de cet excédent).

Chapitre VII - Réviseur d'entreprises

Art. 28. Réviseur d'entreprises. Toutes les données comptables de la Société seront contenues dans un rapport annuel examiné par un réviseur d'entreprises agréé nommé par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera sa rémunération. Le réviseur accomplira toutes les fonctions prévues par la Loi.

Chapitre VIII - Dépositaire

Art. 29. Dépositaire. La Société désignera un dépositaire respectant les exigences de la Loi du 13 Février 2007.

Le dépositaire devra accomplir les fonctions et responsabilités prévues par la Loi du 13 février 2007 et tout autre loi et règlement applicable.

Chapitre IX - Dissolution - Liquidation

Art. 30. Dissolution/Liquidation. La Société peut à tout moment, sur proposition de l'Associé Gérant Commandité, être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée avec (i) un quorum de soixante-quinze pour cent (75%) des actions émises par la Société, (ii) l'approbation par une majorité de soixante-quinze pour cent (75%) des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée, et (iii) le consentement de l'Associé Gérant Commandité. Si le quorum susmentionné n'est pas atteint à la première assemblée convoquée, alors les décisions seront adoptées avec un quorum de cinquante pour cent (50%) et les mêmes exigences de majorité à la deuxième assemblée convoquée.

Si le capital social descendait sous le seuil des deux tiers (2/3) du capital minimum prévu par la Loi du 13 février 2007, la question de la dissolution de la Société serait soumise à l'assemblée générale des actionnaires par l'Associé Gérant Commandité. L'assemblée générale des actionnaires, pour laquelle aucun quorum ne sera requis, décidera à une majorité de cinquante pour cent (50%) plus une (1) des voix des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée générale, sans le vote favorable de l'Associé gérant Commandité.

La question de la dissolution de la Société sera également soumise à l'assemblée générale des actionnaires si le capital social tombe sous le quart (1/4) du capital minimum prévu par la Loi du 13 février 2007; dans ce cas, l'assemblée générale se tiendra sans condition de quorum et la dissolution pourra être décidée par les actionnaires détenant un quart des droits de vote des actions représentées, sans le vote favorable de l'Associé gérant Commandité.

L'assemblée générale doit être convoquée de sorte à être organisée dans une période de quarante (40) jours suivant la constatation que les actifs nets de la Société sont tombés, respectivement, sous les deux tiers (2/3) ou sous le quart (1/4) du minimum légal.

Au terme de l'existence de la Société, aucune activité ne devra être conduite excepté pour les nécessités du bon déroulement de la liquidation de la Société, la protection et la réalisation des avoirs de la Société et la distribution de ces avoirs aux actionnaires. La liquidation sera effectuée par l'Associé Gérant Commandité; étant toutefois entendu que si l'Associé Gérant Commandité a été révoqué et qu'un associé gérant commandité remplaçant n'a pas été désigné, l'assemblée générale des actionnaires devra désigner le liquidateur qui pourra être une personne physique ou morale, et devra déterminer ses pouvoirs et rémunération.

La liquidation se déroulera conformément au droit luxembourgeois applicable. Le liquidateur devra s'assurer que la Société paye tous ses engagements, dettes et obligations et tous les coûts relatifs à la liquidation; il devra faire des provisions adéquates pour toutes obligations présentes ou futures envisagées ou frais divers, dans chaque cas à la mesure des avoirs de la Société; il devra faire tous efforts raisonnables pour vendre tout ou partie des avoirs de la Société aux meilleurs conditions possibles mais, s'il n'y parvient pas, il pourra distribuer tout ou partie de ces avoirs sur la base de et conformément à la valeur de tels avoirs établie suivant les Principes d'Évaluation. Le liquidateur devra faire en sorte que les bénéfices et avoirs restants soient alloués et distribués aux actionnaires sur la base de l'article 26 de ces statuts et des documents d'émission de la Société.

A l'issue de la procédure de liquidation, tous montants qui n'ont pas été réclamés par les actionnaires seront versées à la caisse de consignation qui les gardera à disposition de l'actionnaire concerné pendant la durée prévue par la Loi. A la fin de cette période, le solde sera versé à l'État luxembourgeois.

Chapitre X - Dispositions générales

Art. 31. Loi applicable. Tous les points non régis par les présents statuts seront soumis aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi qu'aux lois et règlements applicables aux organismes de placement collectif luxembourgeois, notamment à la Loi du 13 février 2007.

Souscription et Paiement

Le capital social a été souscrit comme suit:

Nom du souscripteur	Nombre d'actions souscrites	Prix par action
1.- MENA Joint Investment Fund Management S.A.	Une (1) action d'Associé Gérant Commandité Quarante-huit (48) Actions d'Investisseurs	USD 1.000.- USD 1.000
2.- Citadel Holding for Financial Investments S.A.E.	Mille (1.000) Actions de Participation	USD 1,-

A la constitution, l'Action d'Associé Gérant Commandité, les Actions de Participation et les Actions d'Investisseurs ont été entièrement libérées, tel qu'il en a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera en décembre 2010.

La première assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra en 2011. Le premier rapport annuel de la Société sera daté du 31 décembre 2010.

Frais

Les frais, coûts, honoraires ou charges sous quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société pour les besoins de sa constitution sont estimés à environ EUR 3.000,-.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions requises par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Assemblée générale extraordinaire

Aussitôt après la constitution de la Société, les personnes susvisées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme régulièrement convoquées, ont immédiatement tenu une assemblée générale extraordinaire. Après avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, l'assemblée générale a adopté les décisions suivantes:

Première décision

Le siège social de la Société sera au 4, rue d'Arlon, L-8399 Windhof.

Deuxième décision

Le réviseur d'entreprises agréé de la Société sera KPMG Audit S.à r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le mandat du réviseur d'entreprises agréé prendra fin au terme de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes de la Société au 31 décembre 2010.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare par les présentes que, à la demande des parties comparantes susvisées, le présent acte authentique est rédigé en anglais et suivi d'une traduction en français; en cas de divergences entre le texte en anglais et le texte en français, la version en anglais prévaudra.

Et après lecture faite aux comparantes, connues du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, elles ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Y. LACROIX – H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 mai 2010. Relation: LAC/2010/23334. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

- POUR COPIE CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le neuf juin de l'an deux mille dix.

Référence de publication: 2010062925/1264.

(100077996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2010.

Aberdeen Property Nordic Finance Denmark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 108.850.

1. Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS, eine Luxemburger société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 113.948 (der "Alleinige Gesellschafter"), hier vertreten durch Frau Cristina VIDAL, Angestellte mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht ausgestellt unter Privatschrift am 27. Mai 2010, welche gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleibt zwecks Einregistrierung, hält sämtliche ausgegebenen Anteile der Gesellschaft.

2. Die "Gesellschaft" ist Aberdeen Property Nordic Finance Denmark S.à r.l., eine Luxemburger société à responsabilité limitée, gegründet durch notarielle Urkunde vom 24. Juni 2005, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg und eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 108.850 und deren Satzung (die "Satzung") unter der Nummer 1191, auf Seite 57.129, am 11. November 2005 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht und seitdem nicht abgeändert wurde.

3. Artikel 200-2 des Luxemburger Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in jeweils geltender Fassung (das "Gesetz") bestimmt, dass der alleinige Gesellschafter einer société à responsabilité limitée die Befugnisse der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft ausübt und dass die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters in einem Protokoll oder schriftlich festgehalten werden.

4. Die Vollmacht zur Ernennung des Stellvertreters des Alleinigen Gesellschafters, ne varietur durch den Alleinigen Gesellschafter unterzeichnet, bleibt dieser Urkunde beigefügt und wird mit ihr einregistriert.

5. Der Alleinige Gesellschafter, handelnd in seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft, fasst hiermit vor Herrn Carlo WERSANDT, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (der "Notar"), die folgenden schriftlichen Beschlüsse gemäß Artikel 200-2 des Gesetzes:

Beschlüsse

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter erklärt, dass er über die beabsichtigte Verschmelzung von Aberdeen Property Nordic Finance Sweden S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B.

122.626, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 15. Dezember 2006, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") unter der Nummer 979 am 25. Mai 2007, auf Seite 46.946 ("AP Sweden") mit

(i) Aberdeen Property Nordic Finance Finland S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 122.625, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 15. Dezember 2006, veröffentlicht im Mémorial unter der Nummer 168 am 13. Februar 2007, auf Seite 8.036 ("AP Finland"),

(ii) Aberdeen Property Nordic Finance Norway S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 122.631, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 15. Dezember 2006, veröffentlicht im Mémorial unter der Nummer 168 am 13. Februar 2007, auf Seite 8.027 ("AP Norway"), und

(iii) der Gesellschaft (zusammen mit AP Finland und AP Norway die "Übernommenen Gesellschaften")

wodurch die AP Sweden die Übernommenen Gesellschaften übernehmen wird (die "Verschmelzung"), wie im am 26. März 2010 vom Verwaltungsrat der AP Sweden und den Verwaltungsräten von jeder der Übernommenen Gesellschaften unterzeichneten Verschmelzungsplan beschrieben, welcher am 31. März 2010 unter der Nummer 677 auf Seite 32.458 im Mémorial gemäß Artikel 262 des Gesetzes veröffentlicht wurde (der "Verschmelzungsplan"), vollständig informiert ist.

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter bestätigt, dass die Dokumente, die ihm nach dem Gesetz zur Verfügung zu stellen sind, ihm tatsächlich im vom Gesetz vorgeschriebenen Zeitrahmen zur Verfügung gestellt wurden.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt dem Verschmelzungsplan, wie er veröffentlicht wurde und in Bezug auf seine sämtlichen Bestimmungen und vollständig und ohne Ausnahme und ohne Vorbehalt, zuzustimmen.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt weiterhin der Verschmelzung durch Übertragung aller Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Rechte, Verpflichtungen und Verträge aller Übernommenen Gesellschaften auf SP Sweden, in Folge der Auflösung ohne Liquidation, gemäß Artikel 259 des Gesetzes zuzustimmen.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt ebenfalls der Übertragung aller Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Rechte, Verpflichtungen und Verträge der Gesellschaft auf AP Sweden gemäß Artikel 274 des Gesetzes sowie der Zuteilung und den Bedingungen der Ausgabe neuer Anteile gemäß dem Umtauschverhältnis, wie es im Verschmelzungsplan veröffentlicht ist, zuzustimmen.

Gemäß Artikel 266 (5) des Gesetzes hat der Alleinige Gesellschafter, handelnd als alleiniger Gesellschafter der AP Sweden und als alleiniger Gesellschafter jeder der Übernommenen Gesellschaften, auf sein Recht verzichtet, den Verschmelzungsplan durch eine unabhängigen Experten überprüfen zu lassen und einen Bericht von einem unabhängigen Experten zu erhalten.

Dritter Beschluss

Zusätzlich zu der Verschmelzung und der Auflösung der Gesellschaft beschließt der Alleinige Gesellschafter, dass die Anteile an der Gesellschaft und das Gesellschafterregister der Gesellschaft gemäß dem Gesetz gelöscht werden und er überträgt die Befugnis zur Durchführung aller notwendigen Handlungen zur Umsetzung dieser Beschlüsse auf den Verwaltungsrat der Gesellschaft.

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter erkennt an, dass die Verschmelzung aus buchhalterischer und steuerlicher Sicht zum 1. Oktober 2009 wirksam wird, wie im Verschmelzungsplan festgelegt.

6. Kosten und notarielle Beurkundung

6.1 Die Auslagen, Kosten, Honorarkosten oder Gebühren in jedweder Form, welche von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu tragen sind, werden auf eintausend Euro geschätzt.

6.2 Diese notarielle Urkunde wurde in Luxemburg an dem eingangs erwähnten Datum aufgesetzt.

7. Nachdem dieses Dokument dem Alleinigen Gesellschafter vorgelesen wurde (oder, soweit angemessen, dessen Stellvertreter), welcher dem Notar mit seinem Namen, Vornamen, Familienstand und Wohnsitz bekannt ist, haben der Notar und der Alleinige Gesellschafter (oder, soweit angemessen, dessen Stellvertreter) gemeinsam diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: C. VIDAL, C. WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} juin 2010. LAC/2010/23893. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2010.

Référence de publication: 2010063559/89.

(100079385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2010.

Historic & Trophy Buildings Fund, Fonds Commun de Placement.

R.C.S. Luxembourg B 126.779.

Le règlement de gestion modifié au: 15 mai 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAIN SOURCE S.A.

Signature.

Référence de publication: 2010063495/10.

(100078236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2010.

Aberdeen Property Nordic Finance Finland S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 122.625.

1. Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS, eine Luxemburger société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 113.948 (der "Alleinige Gesellschafter"), hier vertreten durch Frau Cristina VIDAL, Angestellte mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht ausgestellt unter Privatschrift am 27. Mai 2010, welche gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleibt zwecks Einregistrierung, hält sämtliche ausgegebenen Anteile der Gesellschaft.

2. Die "Gesellschaft" ist Aberdeen Property Nordic Finance Finland S.à r.l., eine Luxemburger société à responsabilité limitée, gegründet durch notarielle Urkunde vom 15. Dezember 2006, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg und eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 122.625 und deren Satzung (die "Satzung") unter der Nummer 168, auf Seite 8.036, am 13. Februar 2007 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht und seitdem nicht abgeändert wurde.

3. Artikel 200-2 des Luxemburger Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in jeweils geltender Fassung (das "Gesetz") bestimmt, dass der alleinige Gesellschafter einer société à responsabilité limitée die Befugnisse der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft ausübt und dass die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters in einem Protokoll oder schriftlich festgehalten werden.

4. Die Vollmacht zur Ernennung des Stellvertreters des Alleinigen Gesellschafters, ne varietur durch den Alleinigen Gesellschafter unterzeichnet, bleibt dieser Urkunde beigefügt und wird mit ihr einregistriert.

5. Der Alleinige Gesellschafter, handelnd in seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft, fasst hiermit vor Herrn Carlo WERSANDT, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (der "Notar"), die folgenden schriftlichen Beschlüsse gemäß Artikel 200-2 des Gesetzes:

Beschlüsse Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter erklärt, dass er über die beabsichtigte Verschmelzung von Aberdeen Property Nordic Finance Sweden S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 122.626, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 25. Mai 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") unter der Nummer 979 am 25. Mai 2007, auf Seite 46.946 ("AP Sweden") mit

(i) Aberdeen Property Nordic Finance Denmark S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 108.850, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 24. Juni 2005, veröffentlicht im Mémorial unter der Nummer 1191 am 11. November 2005, auf Seite 57.129 ("AP Denmark"),

(ii) Aberdeen Property Nordic Finance Norway S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 122.631, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 15. Dezember 2006, veröffentlicht im Mémorial unter der Nummer 168 am 13. Februar 2007, auf Seite 8.027 ("AP Norway"), und

(iii) der Gesellschaft (zusammen mit AP Denmark und AP Norway die "Übernommenen Gesellschaften") wodurch die AP Sweden die Übernommenen Gesellschaften übernehmen wird (die "Verschmelzung"), wie im am 26. März 2010 vom Verwaltungsrat der AP Sweden und den Verwaltungsräten von jeder der Übernommenen Gesellschaften unterzeichneten Verschmelzungsplan beschrieben, welcher am 31. März 2010 unter der Nummer 677 auf Seite 32.458 im Mémorial gemäß Artikel 262 des Gesetzes veröffentlicht wurde (der "Verschmelzungsplan"), vollständig informiert ist.

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter bestätigt, dass die Dokumente, die ihm nach dem Gesetz zur Verfügung zu stellen sind, ihm tatsächlich im vom Gesetz vorgeschriebenen Zeitrahmen zur Verfügung gestellt wurden.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt dem Verschmelzungsplan, wie er veröffentlicht wurde und in Bezug auf seine sämtlichen Bestimmungen und vollständig und ohne Ausnahme und ohne Vorbehalt, zuzustimmen.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt weiterhin der Verschmelzung durch Übertragung aller Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Rechte, Verpflichtungen und Verträge aller Übernommenen Gesellschaften auf SP Sweden, in Folge der Auflösung ohne Liquidation, gemäß Artikel 259 des Gesetzes zuzustimmen.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt ebenfalls der Übertragung aller Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Rechte, Verpflichtungen und Verträge der Gesellschaft auf AP Sweden gemäß Artikel 274 des Gesetzes sowie der Zuteilung und den Bedingungen der Ausgabe neuer Anteile gemäß dem Umtauschverhältnis, wie es im Verschmelzungsplan veröffentlicht ist, zuzustimmen.

Gemäß Artikel 266 (5) des Gesetzes hat der Alleinige Gesellschafter, handelnd als alleiniger Gesellschafter der AP Sweden und als alleiniger Gesellschafter jeder der Übernommenen Gesellschaften, auf sein Recht verzichtet, den Verschmelzungsplan durch eine unabhängigen Experten überprüfen zu lassen und einen Bericht von einem unabhängigen Experten zu erhalten.

Dritter Beschluss

Zusätzlich zu der Verschmelzung und der Auflösung der Gesellschaft beschließt der Alleinige Gesellschafter, dass die Anteile an der Gesellschaft und das Gesellschafterregister der Gesellschaft gemäß dem Gesetz gelöscht werden und er überträgt die Befugnis zur Durchführung aller notwendigen Handlungen zur Umsetzung dieser Beschlüsse auf den Verwaltungsrat der Gesellschaft.

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter erkennt an, dass die Verschmelzung aus buchhalterischer und steuerlicher Sicht zum 1. Oktober 2009 wirksam wird, wie im Verschmelzungsplan festgelegt.

6. Kosten und notarielle Beurkundung

6.1 Die Auslagen, Kosten, Honorarkosten oder Gebühren in jedweder Form, welche von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu tragen sind, werden auf eintausend Euro geschätzt.

6.2 Diese notarielle Urkunde wurde in Luxemburg an dem eingangs erwähnten Datum aufgesetzt.

7. Nachdem dieses Dokument dem Alleinigen Gesellschafter vorgelesen wurde (oder, soweit angemessen, dessen Stellvertreter), welcher dem Notar mit seinem Namen, Vornamen, Familienstand und Wohnsitz bekannt ist, haben der Notar und der Alleinige Gesellschafter (oder, soweit angemessen, dessen Stellvertreter) gemeinsam diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: C. VIDAL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1 juin 2010. LAC/2010/23891. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 7 juin 2010.

Référence de publication: 2010063560/89.

(100079353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2010.

Aberdeen Property Nordic Finance Norway S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 122.631.

1. Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS, eine Luxemburger société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 113.948 (der "Alleinige Gesellschafter"), hier vertreten durch Frau Cristina VIDAL, Angestellte mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, auf Grund einer

Vollmacht ausgestellt unter Privatschrift am 27. Mai 2010, welche gegenwärtiger Urkunde beigelegt bleibt zwecks Einregistrierung, hält sämtliche ausgegebenen Anteile der Gesellschaft.

2. Die "Gesellschaft" ist Aberdeen Property Nordic Finance Norway S.à r.l., eine Luxemburger société à responsabilité limitée, gegründet durch notarielle Urkunde vom 15. Dezember 2006, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg und eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 122.631 und deren Satzung (die "Satzung") unter der Nummer 168, auf Seite 8.027, am 13. Februar 2007 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht und seitdem nicht abgeändert wurde.

3. Artikel 200-2 des Luxemburger Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in jeweils geltender Fassung (das "Gesetz") bestimmt, dass der alleinige Gesellschafter einer société à responsabilité limitée die Befugnisse der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft ausübt und dass die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters in einem Protokoll oder schriftlich festgehalten werden.

4. Die Vollmacht zur Ernennung des Stellvertreters des Alleinigen Gesellschafters, ne varietur durch den Alleinigen Gesellschafter unterzeichnet, bleibt dieser Urkunde beigelegt und wird mit ihr einregistriert.

5. Der Alleinige Gesellschafter, handelnd in seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft, fasst hiermit vor Herrn Carlo WERSANDT, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (der "Notar"), die folgenden schriftlichen Beschlüsse gemäß Artikel 200-2 des Gesetzes:

Beschlüsse
Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter erklärt, dass er über die beabsichtigte Verschmelzung von Aberdeen Property Nordic Finance Sweden S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 122.626, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 15. Dezember 2006, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") unter der Nummer 979 am 25. Mai 2007, auf Seite 46.946 ("AP Sweden") mit

(i) Aberdeen Property Nordic Finance Denmark S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 108.850, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 24. Juni 2005, veröffentlicht im Mémorial unter der Nummer 1191 am 11. November 2005, auf Seite 57.129 ("AP Denmark"),

(ii) Aberdeen Property Nordic Finance Finland S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 122.625, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 15. Dezember 2006, veröffentlicht im Mémorial unter der Nummer 168 am 13. Februar 2007, auf Seite 8.036 ("AP Finland"), und

(iii) der Gesellschaft (zusammen mit AP Denmark und AP Finland die "Übernommenen Gesellschaften")

wodurch die AP Sweden die Übernommenen Gesellschaften übernehmen wird (die "Verschmelzung"), wie im am 26. März 2010 vom Verwaltungsrat der AP Sweden und den Verwaltungsräten von jeder der Übernommenen Gesellschaften unterzeichneten Verschmelzungsplan beschrieben, welcher am 31. März 2010 unter der Nummer 677 auf Seite 32.458 im Mémorial gemäß Artikel 262 des Gesetzes veröffentlicht wurde (der "Verschmelzungsplan"), vollständig informiert ist.

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter bestätigt, dass die Dokumente, die ihm nach dem Gesetz zur Verfügung zu stellen sind, ihm tatsächlich im vom Gesetz vorgeschriebenen Zeitrahmen zur Verfügung gestellt wurden.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt dem Verschmelzungsplan, wie er veröffentlicht wurde und in Bezug auf seine sämtlichen Bestimmungen und vollständig und ohne Ausnahme und ohne Vorbehalt, zuzustimmen.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt weiterhin der Verschmelzung durch Übertragung aller Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Rechte, Verpflichtungen und Verträge aller Übernommenen Gesellschaften auf SP Sweden, in Folge der Auflösung ohne Liquidation, gemäß Artikel 259 des Gesetzes zuzustimmen.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt ebenfalls der Übertragung aller Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Rechte, Verpflichtungen und Verträge der Gesellschaft auf AP Sweden gemäß Artikel 274 des Gesetzes sowie der Zuteilung und den Bedingungen der Ausgabe neuer Anteile gemäß dem Umtauschverhältnis, wie es im Verschmelzungsplan veröffentlicht ist, zuzustimmen.

Gemäß Artikel 266 (5) des Gesetzes hat der Alleinige Gesellschafter, handelnd als alleiniger Gesellschafter der AP Sweden und als alleiniger Gesellschafter jeder der Übernommenen Gesellschaften, auf sein Recht verzichtet, den Verschmelzungsplan durch eine unabhängigen Experten überprüfen zu lassen und einen Bericht von einem unabhängigen Experten zu erhalten.

Dritter Beschluss

Zusätzlich zu der Verschmelzung und der Auflösung der Gesellschaft beschließt der Alleinige Gesellschafter, dass die Anteile an der Gesellschaft und das Gesellschafterregister der Gesellschaft gemäß dem Gesetz gelöscht werden und er überträgt die Befugnis zur Durchführung aller notwendigen Handlungen zur Umsetzung dieser Beschlüsse auf den Verwaltungsrat der Gesellschaft.

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter erkennt an, dass die Verschmelzung aus buchhalterischer und steuerlicher Sicht zum 1. Oktober 2009 wirksam wird, wie im Verschmelzungsplan festgelegt.

6. Kosten und notarielle Beurkundung

6.1 Die Auslagen, Kosten, Honorarkosten oder Gebühren in jedweder Form, welche von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu tragen sind, werden auf eintausend Euro geschätzt.

6.2 Diese notarielle Urkunde wurde in Luxemburg an dem eingangs erwähnten Datum aufgesetzt.

7. Nachdem dieses Dokument dem Alleinigen Gesellschafter vorgelesen wurde (oder, soweit angemessen, dessen Stellvertreter), welcher dem Notar mit seinem Namen, Vornamen, Familienstand und Wohnsitz bekannt ist, haben der Notar und der Alleinige Gesellschafter (oder, soweit angemessen, dessen Stellvertreter) gemeinsam diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: C. VIDAL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1 juin 2010. LAC/2010/23892. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 7 juin 2010.

Référence de publication: 2010063561/89.

(100079367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2010.

Aberdeen Property Nordic Finance Sweden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 122.626.

1. Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS, eine Luxemburger société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 113.948 (der "Alleinige Gesellschafter"), hier vertreten durch Frau Cristina VIDAL, Angestellter mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht ausgestellt unter Privatschrift am 27. Mai 2010, welche gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleibt zwecks Einregistrierung, hält sämtliche ausgegebenen Anteile der Gesellschaft.

2. Die "Gesellschaft" ist Aberdeen Property Nordic Finance Sweden S.à r.l., eine Luxemburger société à responsabilité limitée, gegründet durch notarielle Urkunde vom 15. Dezember 2006, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg und eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 122.626 und deren Satzung (die "Satzung") unter der Nummer 979, auf Seite 46.946, am 25. Mai 2007 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht und seitdem nicht abgeändert wurde.

3. Artikel 200-2 des Luxemburger Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in jeweils geltender Fassung (das "Gesetz") bestimmt, dass der alleinige Gesellschafter einer société à responsabilité limitée die Befugnisse der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft ausübt und dass die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters in einem Protokoll oder schriftlich festgehalten werden.

4. Die Vollmacht zur Ernennung des Stellvertreters des Alleinigen Gesellschafters, ne varietur durch den Alleinigen Gesellschafter unterzeichnet, bleibt dieser Urkunde beigefügt und wird mit ihr einregistriert.

5. Der Alleinige Gesellschafter, handelnd in seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft, fasst hiermit vor Herrn Carlo WERSANDT, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (der "Notar"), die folgenden schriftlichen Beschlüsse gemäß Artikel 200-2 des Gesetzes:

Beschlüsse

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter erklärt, dass er über die beabsichtigte Verschmelzung von

(i) Aberdeen Property Nordic Finance Finland S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 122.625, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle

Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 15. Dezember 2006, veröffentlicht im Mémorial unter der Nummer 168 am 13. Februar 2007, auf Seite 8.036 ("AP Finland"),

(ii) Aberdeen Property Nordic Finance Denmark S.à r.l. (früher "Aberdeen Property Nordic Finance S.à r.l."), einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 108.850, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 24. Juni 2005, veröffentlicht im Mémorial unter der Nummer 1191 am 11. November 2005, auf Seite 57.129 ("AP Denmark"), und

(iii) Aberdeen Property Nordic Finance Norway S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, mit Sitz in 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 122.631, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, gegründet durch notarielle Urkunde des Herrn Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, am 15. Dezember 2006, veröffentlicht im Mémorial unter der Nummer 168 am 13. Februar 2007, auf Seite 8.027 ("AP Norway", zusammen mit AP Finland und AP Denmark die "Übernommenen Gesellschaften")

mit der Gesellschaft vollständig informiert ist, wodurch die Gesellschaft die Übernommenen Gesellschaften übernehmen wird (die "Verschmelzung"), wie im am 26. März 2010 vom Verwaltungsrat der Gesellschaft und den Verwaltungsräten von jeder der Übernommenen Gesellschaften unterzeichneten Verschmelzungsplan beschrieben, welcher am 31. März 2010 unter der Nummer 677 auf Seite 32.458 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations gemäß Artikel 262 des Gesetzes veröffentlicht wurde (der "Verschmelzungsplan").

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter bestätigt, dass die Dokumente, die ihm nach dem Gesetz zur Verfügung zu stellen sind, ihm tatsächlich im vom Gesetz vorgeschriebenen Zeitrahmen zur Verfügung gestellt wurden.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt dem Verschmelzungsplan, wie er veröffentlicht wurde und in Bezug auf seine sämtlichen Bestimmungen und vollständig und ohne Ausnahme und ohne Vorbehalt, zuzustimmen.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt weiterhin der Verschmelzung durch Übertragung aller Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Rechte, Verpflichtungen und Verträge aller Übernommenen Gesellschaften auf die Gesellschaft, in Folge der Auflösung ohne Liquidation, gemäß Artikel 259 des Gesetzes zuzustimmen.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt ebenfalls der Übertragung aller Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Rechte, Verpflichtungen und Verträge aller Übernommenen Gesellschaften gemäß Artikel 274 des Gesetzes sowie der Zuteilung und den Bedingungen der Ausgabe neuer Anteile gemäß dem Umtauschverhältnis, wie es im Verschmelzungsplan veröffentlicht ist, zuzustimmen.

Die neuen Anteile werden in Form von Namensanteilen ausgegeben und ihre Eintragung in das Gesellschafterregister der Gesellschaft wird an dem Datum dieser Urkunde erfolgen.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt weiterhin die Befugnis zur Durchführung aller notwendigen Handlungen zur Umsetzung dieses Beschlusses auf den Verwaltungsrat der Gesellschaft zu übertragen.

Gemäß Artikel 266 (5) des Gesetzes hat der Alleinige Gesellschafter, handelnd als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft und als alleiniger Gesellschafter jeder der Übernommenen Gesellschaften, auf sein Recht verzichtet, den Verschmelzungsplan durch eine unabhängigen Experten überprüfen zu lassen und eine Bericht von einem unabhängigen Experten zu erhalten.

Dritter Beschluss

Als Folge der Verschmelzung beschließt der Alleinige Gesellschafter das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einen Betrag von EUR 37.500,- (siebenunddreißigtausendfünfhundert Euro) durch die Ausgabe von zusätzlichen 375 (dreihundertfünfundsiebzig) Anteilen mit einem Nennwert von jeweils EUR 100,- (einhundert Euro) zu erhöhen, welche vom Alleinigigen Gesellschafter als Gegenleistung für die Übertragung aller Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Rechte, Verpflichtungen und Verträge der Übernommenen Gesellschaften auf die Gesellschaft gezeichnet werden.

Zeichnung und Zahlung

Der Alleinige Gesellschafter, vertreten wie vorerwähnt, erklärt 375 (dreihundertfünfundsiebzig) Anteile mit einem Nennwert von jeweils EUR 100,- (einhundert Euro) infolge der Verschmelzung zu zeichnen.

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt der ersten Absatz von Artikel 4 der Satzung entsprechend abzuändern, sodass dieser folgenden Wortlaut erhält:

" **Art. 4.** Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf fünfzigtausend EURO (€ 50.000,-) und ist in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je hundert Euro (€ 100,-) eingeteilt."

Fünfter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter erkennt an, dass die Verschmelzung aus buchhalterischer und steuerlicher Sicht zum 1. Oktober 2009 wirksam wird, wie im Verschmelzungsplan festgelegt.

6. Kosten und notarielle Beurkundung

6.1 Die Auslagen, Kosten, Honorarkosten oder Gebühren in jedweder Form, welche von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu tragen sind, werden auf eintausend dreihundert Euro geschätzt.

6.2 Diese notarielle Urkunde wurde in Luxemburg an dem eingangs erwähnten Datum aufgesetzt.

7. Nachdem dieses Dokument dem Alleinigen Gesellschafter vorgelesen wurde (oder, soweit angemessen, dessen Stellvertreter), welcher dem Notar mit seinem Namen, Vornamen, Familienstand und Wohnsitz bekannt ist, haben der Notar und der Alleinige Gesellschafter (oder, soweit angemessen, dessen Stellvertreter) gemeinsam diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: C. VIDAL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} juin 2010. LAC/2010/23894. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 7 juin 2010.

Référence de publication: 2010063562/103.

(100079395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2010.

DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 38, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 9.462.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01.06.2010.

Wolfgang Dürr / Patrick Weydert.

Référence de publication: 2010064341/10.

(100079868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2010.

Sun Flare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 132.093.

In the year two thousand ten, on the twenty-fifth of May.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Sun Flare S.A. (formerly known as Sun Flare S.à r.l.), a Luxembourg société anonyme having its registered office at 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 132093 (the "Company") and incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, on 21 September 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2475 of 31 October 2007 and modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on 26 February 2008 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 802 of 2 April 2008.

The extraordinary general meeting of the shareholders of the Company (the "Meeting") elects as chairman, Mrs. Christelle Ferry, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mr. Fabrice Geimer, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mr Diogo Damiao, residing in Lisboa.

The office of the Meeting having thus been constituted, the chairman requests the notary to act that:

I. The names of the shareholders present at the meeting or represented at the meeting by proxies (together the "Appearing Shareholders") and the number of shares held by them are shown on an attendance list. This attendance list, signed by or on behalf of the Appearing Shareholders, the notary, the chairman, the scrutineer and the secretary, together with the proxy forms, signed ne varietur by the shareholders represented at the meeting by proxyholders, the notary and the chairman, the scrutineer and the secretary, shall remain annexed to the present deed and shall be registered with it.

II. It appears from the attendance list, that out of 547 shares in circulation, 393 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda.

III. That the present extraordinary general meeting has been convened by notices containing the agenda sent by registered mail to the shareholders on May 14, 2010.

IV. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Decision to decrease the par value of the existing shares of the Company from EUR 50,000.- (fifty thousand Euro) each to EUR 1.- (one Euro) each by splitting each existing shares into 50,000 (fifty thousand) shares and thereby increasing the number of shares from 547 (five hundred and forty-seven) shares to 27,350,000 (twenty-seven million three hundred and fifty thousand) shares having a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each;

2. Decision to reduce the Company's share capital by an amount of EUR 26,640,000 - (twenty six million six hundred forty thousand Euro) in order to bring it from its current amount of EUR 27,350,000.- (twenty-seven million three hundred fifty thousand Euro) to EUR 710,000 (seven hundred ten thousand Euro) by the cancellation of 26,640,000 - (twenty six million six hundred forty thousand) shares (the "Capital Reduction"); such Capital Reduction is effected by the cancellation of the relevant shares of each shareholder proportionally to his/her/its holding in the share capital of the Company.

3. Decision to reimburse the proceeds of the Capital Reduction to the shareholders of the Company proportionally to their respective holding in the share capital of the Company and to grant power to the board of directors of the Company to set up the modalities of such reimbursements.

4. Decision to amend paragraphs 1 and 2 of article 5 of the Company's articles of association accordingly.

5. Acknowledgement of the foreseen termination of the "Service Agreement" and the "Know Your Customer Agreement" entered into between Citco Belgium NV and Banco Privado Português, S.A. in relation to Brasil Opportunities S.A. and the signing of a new "Service Agreement" and "Know Your Customer Agreement" regarding Brasil Opportunities S.A. between Citco Belgium NV and Privado Holding, SGPS, S.A. or a company within the Privado Holding Group.

6. Miscellaneous.

Then the general meeting of shareholders, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to decrease the par value of the existing shares of the Company from EUR 50,000.- (fifty thousand Euro) each to EUR 1.- (one Euro) each by splitting each existing shares into 50,000 (fifty thousand) shares and thereby increasing the number of shares from 547 (five hundred and forty-seven) shares to 27,350,000 (twenty-seven million three hundred and fifty thousand) shares having a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each.

Second resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to reduce the Company's share capital by an amount of EUR 26,640,000 - (twenty six million six hundred forty thousand Euro) in order to bring it from its current amount of EUR 27,350,000.- (twenty-seven million three hundred fifty thousand Euro) to EUR 710,000 (seven hundred ten thousand Euro) by the cancellation of 26,640,000 - (twenty six million six hundred forty thousand) shares (the "Capital Reduction"); such Capital Reduction is effected by the cancellation of the relevant shares of each shareholder proportionally to his/her/its holding in the share capital of the Company.

Third resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to reimburse the proceeds of the Capital Reduction amounting to EUR 26,640,000 - (twenty six million six hundred forty thousand Euro) proportionally to the shareholders of the Company.

Reimbursement delay:

The extraordinary general meeting of shareholders specifically acknowledges the provisions of article 69 (2) and (3) of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended, which provides:

"(2) If the reduction is to be carried out by means of a repayment to shareholders or a waiver of their obligation to pay up their shares, creditors whose claims predate the publication in the Mémorial of the minutes of the meeting may, within 30 days from such publication, apply for the constitution of security to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters. The president may only reject such an application if the creditor already has adequate safeguards or if such security is unnecessary, having regard to the assets of the company.

(3) No payment may be made or waiver given to the shareholders until such time as the creditors have obtained satisfaction or until the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters, has ordered that their application should not be acceded to."

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to grant power to the board of directors of the Company to set up the modalities for the reimbursement of the proceeds to the shareholders further to the Capital Reduction.

The extraordinary general meeting of shareholders in particular acknowledges and approves the fact that any sums that may be distributed further to the Capital Reduction to shareholders who have pledged their shares may be blocked on a bank account by the board of directors, until the board of directors of the Company receives a written joint notice duly signed by the shareholder who has pledged its shares and the beneficiary of such pledge, or any other equivalent form of notice, indicating to whom the funds should be distributed following the capital decrease.

Fourth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation accordingly, which shall now read as follows:

"The subscribed capital of the corporation is fixed at EUR 710,000.- (seven hundred ten thousand euro) consisting of 710,000 (seven hundred ten thousand) ordinary shares in registered form with a par value of EUR 1.- (one euro) each."

Fifth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders acknowledges the foreseen termination of the "Service Agreement" and the "Know Your Customer Agreement" entered into between Citco Belgium NV and Banco Privado Português, S.A. in relation to Brasil Opportunities S.A. and the signing of a new "Service Agreement" and "Know Your Customer Agreement" regarding Brasil Opportunities S.A. between Citco Belgium NV and Privado Holding, SGPS, S.A. or a company within the Privado Holding Group.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 6,000.-

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil dix, le vingt-cinq mai.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Sun Flare S.A. (anciennement dénommée Sun Flare S.à r.l.), une société anonyme, ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 132093 (la «Société») et constituée suivant acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 septembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2475 du 31 octobre 2007, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par le notaire instrumentant, en date du 26 février 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 802 du 2 avril 2008.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Christelle Ferry, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Monsieur Fabrice Geimer, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Diogo Damiao, demeurant à Lisboa.

Le bureau de l'assemblée ayant été ainsi constitué, le président requiert le notaire d'acter que:

I.- Que les noms des actionnaires présents à l'assemblée ou représentés par procurations à l'assemblée (ensemble les «Actionnaires présents») et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, signée par ou au nom des actionnaires présents, le notaire, le président, le scrutateur et le secrétaire, ensemble avec les procurations, après avoir été signées ne varietur par les mandataires des actionnaires représentés, le notaire, le président, le scrutateur et le secrétaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que sur les 547 actions en circulation, 393 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par voie de notice, comprenant l'ordre du jour envoyée par lettre recommandée aux actionnaires en date du 14 mai 2010.

IV.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Décision de réduire la valeur nominale des actions existantes de la Société de EUR 50.000.- (cinquante mille euros) chacune à EUR 1.- (un euro) chacune en divisant chaque action existante en 50.000 (cinquante mille) actions et ainsi de faire augmenter le nombre des actions de 547 (cinq cent quarante-sept) à 27.350.000 (vingt-sept millions trois cent cinquante mille) actions ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

2. Décision de réduire le capital social de la société à concurrence d'un montant de EUR 26.640.000.- (vingt-six millions six cent quarante mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 27.350.000.- (vingt-sept millions trois cent cinquante mille euros) à EUR 710.000.- (sept cent dix mille euros) par l'annulation de 26.640.000 (vingt-six millions six cent quarante mille) actions («Réduction de Capital»); cette Réduction de Capital est effectuée par l'annulation des actions respectives de chaque actionnaire au prorata de leur participation dans le capital de la société.

3. Décision de rembourser les produits de cette réduction de capital aux actionnaires de la société proportionnellement à leur participation respective dans le capital de la société et de garantir le pouvoir au conseil d'administration de la société de fixer les modalités de remboursement.

4. Décision de modifier en conséquence les paragraphes 1 et 2 de l'article 5 des statuts.

5. Connaissance de la résiliation prévue du «Contrat de Service» et «Convention d'Identification du Client» conclue entre Citco Belgium NV et Banco Privado Portugues SA en relation avec Brasil Opportunities SA et la signature de la nouvelle «Contrat de Service» et «Convention d'Identification du Client» concernant Brasil Opportunities SA entre Citco Belgium NV et Privado Holding, SGPS SA ou une société au sein du Privado Holding Group.

6. Divers.

Dans la suite, l'assemblée générale des actionnaires, après délibération, prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire la valeur des parts des actions existantes de la Société de 50.000 EUR (cinquante mille euros) chacune à 1 EUR (un euro) chacune en divisant chaque action existante en 50.000 (cinquante mille) actions et en augmentant en même temps le nombre des actions de 547 (cinq cent quarante-sept) actions à 27.350.000 (vingt-sept millions trois cent cinquante mille) actions ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de 26.640.000 (vingt-six millions six cent quarante mille euros) dans le but de l'amener de son montant actuel de 27.350.000 EUR (vingt-sept millions trois cent cinquante mille euros) à 710.000 EUR (sept cent dix mille euros) par l'annulation de 26.640.000 (vingt-six millions six cent quarante mille) actions (la «Réduction du Capital»); cette Réduction du Capital est effectuée par l'annulation des actions respectives de chaque actionnaire au prorata de leur participation dans le capital de la société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de rembourser les produits de la Réduction du Capital à concurrence d'un montant de 26.640.000 EUR (vingt-six millions six cent quarante mille euros) aux actionnaires de la Société au prorata de leur participation dans la Société.

Délai de remboursement:

L'Assemblée reconnaît officiellement que les dispositions de l'article 69 (2) et (3) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés de commerce datée du 10 août 1915, dans sa modification, prévoit:

«(2) Si la réduction doit se faire par un remboursement aux actionnaires ou par une dispense de ceux-ci de libérer leurs actions, les créanciers dont la créance est antérieure à la date de la publication au Mémorial du procès-verbal de délibération peuvent, dans les 30 jours à compter de cette publication demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés, la constitution de sûretés. Le président ne peut écarter cette demande que si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires compte tenu du patrimoine de la société.

(3) Aucun paiement ne pourra être effectué ni aucune dispense être accordée au profit des actionnaires, tant que les créanciers n'auront pas obtenu satisfaction ou que le magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés n'aura pas décidé qu'il n'y a pas lieu de faire droit à leur requête.»

L'assemblée décide de garantir le pouvoir au Conseil d'Administration de la Société dans le but de continuer à fixer les modalités de remboursement des produits aux actionnaires suite à la réduction du capital.

L'assemblée reconnaît en particulier et approuve le fait que toute somme pouvant être continuée à être distribuée suite à la réduction du capital aux actionnaires qui ont donné leurs actions en gage, peut être bloquée sur un compte bancaire par le Conseil d'Administration, jusqu'à ce que le Conseil d'Administration de la Société reçoive une notification écrite annexée signée en bonne et due forme par l'actionnaire qui a donné ses actions en gage et le bénéficie d'un tel gage/ nantissement, ou par une autre forme de notification quelconque équivalente, indiquant à qui les fonds doivent être distribués suivant la réduction du capital.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le paragraphe 1 de l'article 5 des articles conformément à l'incorporation, qui doit être lu désormais comme il s'en suit:

«Le capital suscrit de la société est fixé à 710.000 EUR (sept cent dix mille euros) consistant en 710.000 (sept cent dix mille) actions d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune.»

Cinquième résolution

L'assemblée prend note de la résiliation prévue du «Contrat de Service» et la «Convention d'Identification du Client» conclue entre Citco Belgium NV et Banco Privado Português, S.A. en relation avec Brasil Opportunities S.A. et la signature du nouveau «Contrat de Service» et la «Convention d'Identification du» concernant Brasil Opportunities S.A. entre Citco Belgium NV et Privado Holding, SGPS, S.A. ou une société au sein de Privado Holding Group.

Frais

Les dépenses, les coûts, les rémunérations et les charges dans une forme quelconque pour quel que sujet soit-il produit par la Société en tant que résultat de l'acte présent, sont estimés approximativement à EUR 6.000.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. FERRY, F. GEIMER, D. DAMIAO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 juin 2010. Relation: LAC/2010/24345. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 juin 2010.

Référence de publication: 2010063780/216.

(100079246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2010.

SGAM SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 139.679.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and ten, on the thirty-first day of May.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

“SGAM ADO Incubateur Actions”, having its registered office at 90 Boulevard Pasteur, 75015 Paris, France, here represented by Mr Paul FLORENTIN, employee, professionally residing at 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given in Paris, on May 25, 2010.

The said proxy, after having been initialled “ne varietur“ by the proxy of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that the said appearing person declares:

- that SGAM SIF, having its registered office at 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (the “Company”), was incorporated in the form of a “société anonyme” qualifying as investment company with variable capital – specialized investment fund (“société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé”) pursuant to a notarial deed on 12 June 2008, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations”, number 1831 of July 25, 2008;

- that the Company's capital is represented by one (1) share of no par value;

- that it is the sole shareholder and the holder of all the shares of the Company;

- that it proceeds to the dissolution of the Company and assumes the function of liquidator of the Company;

- that it has fully knowledge of the articles of association of the Company and it is perfectly aware of the financial situation of the Company;

- that it gives full discharge to the directors and to the auditor (“réviseur d’entreprises”) of the Company for the exercise of their respective mandates up to now;

- that it is vested, in its capacity as liquidator, with the whole assets and liabilities, known and unknown, of the Company, and that clearance of the liabilities has to be terminated before any attribution of assets to its person as sole shareholder;

- that the corporate books and documents of the company SGAM SIF, above named, will be deposited and kept for a period of five (5) years at 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- that the shares of the Company, which are all in registered form, are cancelled, and the Company’s register of shareholders is closed.

On the basis of these facts, the notary stated the dissolution of the company SGAM SIF, above named.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation, and that on request of the appearing person, in case of any divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxy of the appearing person, known to the notary by his name, surname, civil status and residence, the said proxy signed together with Us, notary, the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L’an deux mille dix, le trente et un mai.

Par-devant nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«SGAM ADO Incubateur Actions», ayant son siège social au 90 Boulevard Pasteur, 75015 Paris, France
ici représentée par Monsieur Paul FLORENTIN, employé, demeurant professionnellement au 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

en vertu d’une procuration sous seing privé donnée à Paris, le 25 mai 2010.

Ladite procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l’enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d’acter que ladite comparante déclare:

- que SGAM SIF, ayant son siège social au 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (la «Société»), a été constituée sous la forme d’une société anonyme qualifiée de société d’investissement à capital variable – fonds d’investissement spécialisé suivant acte notarié en date du 12 juin 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1831 du 25 juillet 2008;

- que la Société est représenté par une (1) action sans mention de valeur nominale;

- qu’elle est l’actionnaire unique et la propriétaire de toutes les actions de la Société;

- qu’elle procède à la dissolution de la Société et assume la fonction de liquidateur de la Société;

- qu’elle a pleine connaissance des statuts de la Société et connaît parfaitement la situation financière de la Société;

- qu’elle donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au réviseur d’entreprises de la Société pour l’exercice de leurs mandats respectifs jusqu’à ce jour;

- qu’elle reprend à sa charge, en tant que liquidateur, la totalité de l’actif ainsi que l’apurement de l’intégralité du passif, connu ou inconnu, de la Société, qui devra être terminé avant toute affectation quelconque de l’actif à sa personne en tant qu’actionnaire unique;

- que les livres et documents sociaux de la société SGAM SIF, susmentionnée, seront déposés et conservés pendant cinq (5) ans au 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- qu’il est procédé à l’annulation des actions de la Société, qui sont toutes nominatives, et à la clôture du registre des actionnaires de la Société.

Sur base de ces faits, le notaire a constaté la dissolution de la société SGAM SIF, susmentionnée.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l’anglais, constate qu’à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d’une traduction française, et qu’à la requête de la comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu’en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. FLORENTIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 3 juin 2010. Relation: EAC/2010/6501. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010064474/82.

(100080334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2010.

EuroSwitch World Profile StarLux OP, Fonds Commun de Placement.

La partie spécifique du règlement de gestion a été déposé au Registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2010066549/9.

(100077320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2010.

DWM Umbrella Fund, Fonds Commun de Placement.

Durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft LRI Invest S.A. vom 28. Mai 2010, mit Zustimmung der Depotbank LBBW Luxemburg S.A. wird das Sondervermögen DWM Umbrella Fund ("Fonds") zum 15. Juli 2010 ("Liquidationsdatum") aufgelöst. Der Nettoinventarwert pro Fondsanteil wird letztmalig am 15. Juli 2010 veröffentlicht. Die Ausgabe von Anteilen ist ab dem 14. Juni 2010 einschließlich eingestellt. Die Rücknahme von Anteilen wird am 14. Juli 2010 eingestellt, das heißt, dass Rücknahmen bis inklusive 14. Juli 2010 angenommen werden. Ab dem Zeitpunkt der heutigen Publikation bis zum 14. Juli 2010 einschließlich haben Sie die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben. Die Kosten der Liquidation werden vom Fonds getragen. Es wurden entsprechende Rückstellungen im Fonds gebildet, um die Gleichbehandlung der Anteilhaber zu gewährleisten. Abweichend von den Regelungen im Verwaltungsreglement des Fonds kann der Anteil an flüssigen Mitteln vorübergehend bis zu 100 % des Fondsvermögens betragen, um die Verkäufe der Vermögenswerte des Fonds im Rahmen des Liquidationsverfahrens abwickeln zu können. Etwaige Liquidationserlöse auf den Liquidationserlös, welche nicht innerhalb von 9 Monaten ab dem heutigen Tag der Beschlussfassung zur Auflösung an die Anteilhaber verteilt werden konnten, werden bei der "Caisse des Consignations" in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Munsbach/Luxemburg, den 14. Juni 2010.

Die Verwaltungsgesellschaft LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2010067937/2501/19.

LYXOR Selection Fund, Société d'Investissement à Capital Variable, (anc. LYXOR Equity Fund).

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 118.801.

In the year two thousand and ten, on thirty-first of May.

Before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held a general meeting of shareholders of "LYXOR Equity Fund" (the "Company") having its registered office in Luxembourg, 16, boulevard Royal, registered to the Trade Register of Luxembourg under the number B 118801, incorporated pursuant to a notarial deed on August 28, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of September 15, 2006 number 1730. The articles of incorporation have been modified pursuant to a deed of the undersigned notary on September 4, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of September 18, 2009 number 1805.

The meeting is opened at 2.00 p.m. at Luxembourg, under the chair of Mrs Marie MAGONET, employee, residing in Luxembourg,

who appointed as secretary Mr Benjamin POUJOL, employee, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Paul FLORENTIN, employee, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the secretary to state:

1. That the Agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. To change the name of the Company into "Lyxor Selection Fund";

2. To amend article 1 of the Company's articles of association which will henceforth read as follows:

“ **Art. 1. Name.** There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société d’investissement à capital variable under the name of "Lyxor Selection Fund" (hereinafter referred to as the "Company").”

2. The extraordinary general meeting was initially convened to be held on 29 April 2010, but the quorum of 50% of the outstanding shares required to hold the extraordinary general meeting was not reached and the extraordinary general meeting was therefore not authorised to deliberate on the items of the agenda.

3. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and the board of the meeting will remain annexed to these Minutes.

4. That a convening notice setting forth the agenda of the meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on May 17, 2010.

5. That, according to the attendance list, out of seventy-three thousand sixty-three point nine six three (73,063.963) shares in issue, one thousand two hundred and ninety-seven (1,297) shares are present or represented.

6. As a result of the foregoing, the meeting is validly constituted and is accordingly authorised to deliberate on the item of the agenda.

After deliberation the general meeting unanimously took the following resolution:

Sole resolution:

The general meeting decides to change the name of the Company into “Lyxor Selection Fund”.

As a consequence, the first article of the Articles of Incorporation as modified as follows:

Art. 1. Denomination. “There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société d’investissement à capital variable under the name of "Lyxor Selection Fund" (hereinafter referred to as the “Company”).”

There being no further business on the agenda, the meeting closes.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, given names, civil status and residences, the members of the bureau of the extraordinary general meeting signed together with the notary the present deed.

Follows the French translation of the preceding text:

L’an deux mille dix, le trente et un mai.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-duché de Luxembourg.

S’est réunie l’assemblée générale des actionnaires de «LYXOR Equity Fund» (la «Société») ayant son siège social à Luxembourg, 16, boulevard Royal, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 118801, constituée suivant acte notarié en date du 28 août 2006, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1730 du 15 septembre 2006. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 4 septembre 2009, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1805 du 18 septembre 2009.

L’assemblée est ouverte à 14.00 heures à Luxembourg sous la présidence de Madame Marie MAGONET, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui nomme comme secrétaire Monsieur Benjamin POUJOL, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L’assemblée élit comme scrutateur Monsieur Paul FLORENTIN, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d’acter:

1. Que la présente assemblée à pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Changement de la dénomination sociale de la Société en «Lyxor Selection Fund».

2. Modification de l’article 1^{er} des statuts comme suit.

“ **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront les actionnaires une société en la forme d’une Société Anonyme sous la forme d’une Société d’investissement à Capital Variable sous la dénomination de «Lyxor Selection Fund» (ci-après dénommée la «Société»).

2. L'assemblée générale extraordinaire avait été initialement convoquée pour le 29 avril 2010 mais le quorum de 50% des actions en circulation nécessaire pour tenir l'assemblée générale extraordinaire n'a pas été atteint et l'assemblée générale extraordinaire n'a par conséquent pas été autorisée à délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour.

3. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire, restera annexée au présent procès-verbal.

4. Qu'une convocation énonçant l'ordre du jour de l'assemblée a été envoyée par courrier recommandé à tous les actionnaires enregistrés de la Société le 17 mai 2010.

5. Qu'il ressort de la dite liste de présence que sur un total de soixante-treize mille soixante-trois virgule neuf cent soixante-trois (73.063,963) actions en circulation de la Société, mille deux cent quatre-vingt-dix-sept (1.297) actions sont présentes ou représentées.

6. Il résulte de ce qui précède que l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide d'approuver le changement de dénomination de la Société en «Lyxor Selection Fund».

En conséquence, l'article 1^{er} des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. «Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront les actionnaires une société en la forme d'une Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Variable sous la dénomination de "Lyxor Selection Fund" (ci-après dénommée la "Société").»

Aucun point restant n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. MAGONET, B. POUJOL, P. FLORENTIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 3 juin 2010. Relation: EAC/2010/6495. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010064406/110.

(100080324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2010.

Securitas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 25, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 72.099.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mai 2010.

Référence de publication: 2010061316/10.

(100060961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2010.

Songol S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 152.284.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 58539 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010061317/10.

(100061258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2010.

**Pelham Crescent. S.A., Société Anonyme,
(anc. Mood Inv. S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 139.638.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 28 avril 2010.

Référence de publication: 2010061318/11.

(100060543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2010.

T-I Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 773.850,00.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arion.
R.C.S. Luxembourg B 106.007.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 mai 2010.

Référence de publication: 2010061315/11.

(100060814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2010.

MHC Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.557.467,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 126.697.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 mai 2010.

Référence de publication: 2010061320/11.

(100061227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2010.

M & P Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Enseigne commerciale: Carlux Taxis.

Siège social: L-4171 Esch-sur-Alzette, 122-124, boulevard J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 148.476.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 30 avril 2010.

Référence de publication: 2010061323/11.

(100060545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2010.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 40, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 44.996.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2010.

Référence de publication: 2010061319/10.

(100060537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2010.
